

LES PROLONGEMENTS DE LA CRISE AU NICARAGUA

Difficile rupture avec le passé en Amérique centrale

COMME la crise qui a secoué le Guatemala il y a deux ans, l'événement qui a déclenché la crise au Nicaragua débouche largement sur les frontières de ce pays. Avec leurs manifestations internationales, les engagements l'entraînent dans l'Amérique centrale, d'autant que la famille Somoza a traditionnellement joué un rôle de gardien de l'ordre dans la région.

Installé au pouvoir en 1934, à la faveur de l'intervention des marines américaines, le clan Somoza a longtemps été le défenseur vigilant des intérêts des États-Unis et l'un des stratèges du régime. Jusqu'à l'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche, il n'y avait guère eu de nuances entre Managua et Washington, l'administration américaine préférant jeter un voile pudique sur les excès et les exactions de la dictature, et la fidélité des Somoza ne faisant jamais défaut aux États-Unis. Dans les instances internationales, que de fois à l'ONU ou à l'OEA, le Nicaragua a toujours soutenu sans réserve les positions américaines. Il a suivi les États-Unis jusque dans la guerre de Corée, s'est naturellement rallié aux solutions contre Cuba et s'est associé à l'intervention à Saint-Domingue en 1965.

En Amérique centrale, une solide minorité a opposé la dictature nicaraguaise et la politique menée du Costa-Rica, surtout depuis les réformes entreprises vers les années 60 à San José par le président José Figueres, ennemi juré des Somoza. Ceux-ci ne se sont d'ailleurs jamais privés d'exercer des pressions sur un voisin d'autant plus sensible qu'il n'entretenait pas de véritable amitié. D'après une propriété en territoire contesté, le maître de Managua avait toujours en pour habitude de s'y rendre quand son lui semblait. Aux dernières élections, Costa-Rica, le général Somoza avait soutenu à mort à peine couverte la victoire du candidat conservateur, M. Rodrigo Carazo. Mais, une fois au pouvoir, celui-ci n'a pu ignorer l'hostilité de la majorité de ses compatriotes envers le régime Somoza. Sous la pression des Américains et des constantes incursions de la garde nationale nicaraguaise à l'intérieur de son pays, le président Carazo n'a guère eu le choix : le Costa-Rica a été le premier pays latino-américain à rompre ses relations diplomatiques avec la dictature somoziste.

Les encouragements prodigués par le général Somoza aux adversaires du régime du général Carazo, en particulier à l'ex-président Amín Arias, ne pouvaient qu'aggraver les tensions avec Panama. Il n'est donc pas étonnant que Panama n'ait pas caché ses sympathies pour les sandinistes et ait été le premier pays à reconnaître le gouvernement provisoire formé le 15 juin par l'opposition nicaraguaise.

C'est surtout au Guatemala, au Salvador et au Honduras, dont les régimes autoritaires s'appuient sur des militaires divers en lien, que l'influence de la famille Somoza était la plus pesante. Les liens personnels entre les

Un poignard se tourne des l'histoire des vieilles dictatures autoritaires de l'Amérique centrale. Formé dans ses années renaissances, le général Somoza se sentait désigné à son pouvoir charismatique sous le coup de l'offensive lancée en juin par les guérilleros sandinistes. Avec les signes de décomposition de son régime, déjà enregistrés tout au long de 1978, il est évident que le dictateur nicaraguais n'aurait pas pu prolonger aussi longtemps son régime sans appuis extérieurs. A cet égard, les tergiversations des États-Unis ont longtemps fait obstacle à la recherche d'une issue moins sanglante pendant qu'il n'était encore temps.

Tout en démantelant les structures militaires des droits de l'homme au Nicaragua, le gouvernement somoziste a soutenu Somoza en sa vieillesse. En son dernier, Washington donnait encore son feu vert au Fonds monétaire international pour accorder un prêt de plus de 65 millions de dollars au Nicaragua. La mise de Managua n'a pas non plus manqué de moyens pour équiper la garde nationale en armes modernes et doubler ses effectifs qui sont passés à treize mille hommes en moins d'une année. Somoza a également

pu compter sur un lobby très actif aux États-Unis. A la suite, quelque cent trente parlementaires américains réclamaient encore le rétablissement de l'ordre militaire à son égard.

Si les premières élections, Washington a cependant été amené à changer son fusil d'épaule pour tenter de sauver ce qui pouvait encore l'être. Pour ne pas perdre la face, à la réunion extraordinaire de l'Organisation des États américains qu'il avait pourtant eux-mêmes convoqués, les États-Unis ont tout fait pour empêcher que le régime somoziste ne soit remplacé par un gouvernement démocratique.

Des contacts ont été pris avec le gouvernement provisoire de reconstruction nationale ayant l'aval de la communauté internationale. Mais les revendications des sandinistes sont si éloignées de la pensée de Managua que les États-Unis ont refusé de leur offrir une aide financière. Car ce n'est pas le régime somoziste qui veut empêcher à tout prix, c'est l'établissement d'un « amoncellement sous Somoza ».

Par JEAN-CLAUDE BUHRER

Le 15 juin 1979, à l'époque, le clan Somoza avait pris une part active au renouveau du gouvernement. Le général Somoza, le colonel Jacobo Arbenz au Guatemala. Cette fragile expérience démocratique avait duré moins d'un an, plus tard, un lendemain de la chute de la dictature du général Somoza, chassé par un soulèvement populaire. Bientôt élu à la présidence de la République, Juan José Arias tenta alors d'engager son pays sur la voie de la démocratie. Mais la politique nationaliste ne tarda pas à entrer en conflit avec les intérêts américains. Le colonel Arbenz fut rapidement écarté en 1981 et fut l'année, jamais vu au Guatemala, il s'installa à l'ambassade de la United Fruit Company. Pour les militaires de droite et les États-Unis, il importait que les chefs militaires, Arbenz ne sera pas en mesure de résister à l'invasion des militaires de Castillo Armas, venus du Honduras. Pour monter cette opération, la CIA, elle-même, avait été impliquée. La CIA, elle-même, avait été impliquée. La CIA, elle-même, avait été impliquée.

Le 30 décembre dernier, au Guatemala, pour analyser « l'état de la subversion » en Amérique centrale. D'autres rencontres au plus haut niveau ont eu lieu par la suite pour coordonner la lutte antiguerrilla. Selon le front sandiniste, des forces du COINTECA auraient été engagées en juin dans les combats à Rivas, à l'ouest du pays. Des troupes honduriennes ont aussi été concentrées à la frontière nicaraguaise dans la région d'El Estero. A l'époque, un colonel sandiniste, le général Carlos Alvarado, a été fait prisonnier par les sandinistes.

La collaboration entre forces conservatrices de la région avait été encore plus évidente lors de la crise guatémaltèque.

« Climat de coup d'État permanent »

Un quart de siècle plus tard, le Guatemala ne s'est pas encore remis de la fin brutale de l'unique tentative démocratique de son histoire. L'oligarchie guatémaltèque change d'administration tous les quatre ans, mais le régime n'a rien à envier à celui du Nicaragua, nous faisait remarquer

Manuel Colom Argüeta, ancien maître de la scène, le directeur du journal *« La Voz »*, assassiné en mai dernier. « Pour masquer sa dictature, toujours, la droite a encouragé un régime de démocratie restreinte avec des élections, des pressions, des fausses et des lois d'exception qui ont éliminé les libertés civiles et politiques. Le pays est dans l'obscurité et l'absence de sécurité pour les citoyens, dans un climat de coup d'État permanent ».

À son tour, Manuel Colom a été victime des groupes paramilitaires d'extrême droite qui avaient impitoyablement éliminé la gauche. Les estimations d'ailleurs que la violence politique avait fait quatre victimes au Guatemala depuis 1964. Pourtant, en accordant à la présidence le 15 juillet 1978, le général José María Cordeiro avait promis de mettre un terme à la violence. Une année plus tard, lors de la violence, on a tué cinq cadavres par jour, généralement des opposants associés pour des raisons politiques.

La répression a pris pour nouvelle cible les Indiens, surtout les communistes et les paysans. Les propriétaires fonciers (1). L'armée de gauche des paysans a repris le flambeau du mouvement insurrectionnel des années 60. Cette organisation clandestine a pris la guerre populaire pour se battre l'ordre établi tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Les paysans ont été spectateurs de coups de main. Le 10 juin, le chef d'état-major de l'armée de gauche, le général David Cerna, candidat potentiel à la présidence, a été assassiné par des inconnus.

Confrontés à des problèmes sociaux et de structures analogues, les militaires des pays voisins ont de bonnes raisons de s'inquiéter des conséquences des événements du Nicaragua. Les tensions restent vives au Salvador, comme en ont témoigné en mai dernier l'expulsion des ambassadeurs du Costa-Rica, du Venezuela et de France, puis l'assassinat du chargé d'affaires de Suisse. A deux reprises, également en mai dernier, la police avait pu saisir à titre dans la capitale, des armes qui sont une vingtaine de victimes.

Quant aux militaires qui, depuis près d'une décennie de troubles, restent au destin du Salvador, n'ont pas cessé de s'inquiéter de leur propre défense. La situation est encore déstabilisée depuis l'élection de la présidence de la République. Au lendemain du scrutin, une centaine de milliers de sandinistes, nombreux de l'opposition démocratique chrétienne qui manifestait contre la fraude avaient tenu le jour lors d'affrontements avec les forces de

mière plan dans les manifestations de ces dernières années. Pris de court par les sandinistes, le gouvernement du général Somoza semble de plus en plus isolé. L'ordre ne lui ménage plus ses critiques. Washington tend à prendre ses distances et plusieurs organismes internationaux l'ont condamné pour ses violations systématiques des droits de l'homme.

Au Honduras, les pressions faites par le Nicaragua qui s'est emparé du pouvoir en août 1978 de donner une nouvelle impulsion à la réforme agraire attendent toujours d'être relâchées. Les occupations de terres ont repris et à diverses reprises des affrontements entre paysans et forces de l'ordre se sont soldés par des morts. Au Honduras, les tensions ont été exacerbées lors d'une grève dans l'industrie textile tandis que le chef de la junte, le général Policarpo Paz, a annoncé la découverte d'un complot formé par des éléments criminels. Dans ces conditions, on se demande à Tegucigalpa si les militaires respectent leur engagement d'organiser des élections l'année prochaine en vue de favoriser le retour aux normes constitutionnelles.

Il n'est donc pas étonnant que le général Somoza de la présidence du Nicaragua emmenant des républicains dans les autres pays d'Amérique centrale. Mais, de même que leurs atterrisse-



de la répression tandis que les groupes de guérilla se multiplient de plus en plus actifs. Enlèvements, assassinats, massacres, exactions sombres sont devenus pratiques courantes et le Salvador, s'il est progressivement libéré dans le cycle infernal de la violence. Une nouvelle organisation d'opposition, le Bloc populaire révolutionnaire, formé de différents syndicats agricoles et étudiants, a joué un rôle de

ments ont contribué à compromettre les chances d'une transition moins brutale au Nicaragua, les ambassadeurs des États-Unis ne facilitent guère une indispensable rupture avec le passé en Amérique centrale.

(1) Cf. l'article « Un bon Roi » à l'édition indienne et l'issue de classes au Guatemala, dans le Monde diplomatique de juin 1979.

Exporter c'est gagner

Gagnez en exportant... Décidez-vous!

Réalisez, agressement sur les marchés internationaux avec l'aide de financement spéciaux par Multibanco Comermet. Qui, exporter c'est gagner des devises, acquiescer de nouveaux marchés, procurer de nouveaux emplois. Accédez aux marchés internationaux avec l'aide de spécialistes qui vous permettent de valoriser au maximum les conditions et la qualité de vos investissements. Pour exporter et gagner, téléphonez aujourd'hui à 67-55-22 à Mexico et demandez Jean Broc, division des affaires internationales.

ÉTATS-UNIS: 20th floor, 1 State Street Plaza, New York, N.Y. 10014, Tél. 425-6665

AFR. Régulo Rivera.

BRESIL: Rua Libero Badro 377, Conj. 1910/11, São Paulo, S.P. Tél. 36 7378

ARGENTINE: General Sanjurjo n° 58, Madrid, Tél. 4140697 Afn. Eloy Ramirez Altaz.

L'alternative c'est
Multibanco Comermet
Nous vous aiderons !

Correspondance

Une lettre du lieutenant-colonel Guy Doly

Auteur, sous le pseudonyme de « France », du roman intitulé *« La Stratégie Franco-Europe »*, le lieutenant-colonel Guy Doly nous adresse la lettre suivante :

Mes chers amis, dans le Monde diplomatique de juin 1979 par Alain Joxe, signataire d'un article intitulé « L'éclosion de la souveraineté de défense », je vous prie de bien vouloir lire, conformément à la loi, la mise au point suivante.

Elle se rapporte à une phrase de son texte qui fait référence à mon livre *« La Stratégie Franco-Europe »* : « L'éclosion de la souveraineté de défense ». C'est inexact, car la souveraineté de défense n'est pas une notion nouvelle, elle est connue de tous les hommes politiques et militaires.

Le Monde diplomatique se tient habituellement à un autre niveau.

Le Monde réalise chaque semaine
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
SÉLECTION HEBDOMADAIRE

5, rue des ITALIENS, 75247 PARIS - Cedex 09 - Tél. 246 72-73

LÉGALE

Vigoureuse polémique aux Etats-Unis entre partisans et adversaires du traité SALT 2

Par SYLVIA E. CRANE

SIÈGE à Vienne le 18 juin par MM. Brejnev et Carter après six ans de difficiles négociations, le second traité sur la limitation des armements stratégiques (SALT 2) a été signé par M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat, comme « un pas essentiel vers une plus grande sécurité de l'Amérique et du monde », pendant que les Soviétiques voyaient en lui « un événement de grande portée historique ».

Ce document compliqué — une centaine de pages — comporte dix-neuf articles et plusieurs protocoles qui détaillent les limitations imposées pour cinq ans sur les armes nucléaires, y compris les I.C.B.M. (fusées balistiques intercontinentales) basées à terre, les fusées lancées par sous-marins et les bombardiers stratégiques. Un protocole interdit, jusqu'à la fin de 1981, le déploiement de nouvelles missiles et de missiles Cruise lancés à partir du sol ou de la mer. Le traité SALT 1 avait fixé à deux mille quatre-vingt le nombre autorisé de lanceurs de missiles et de fusées ; le nouveau traité réduit ce plafond à deux mille deux cent cinquante, obligeant les Soviétiques à détruire environ deux cent cinquante lanceurs démodés et autorisant les Etats-Unis à en construire quatre-vingt-cinq nouveaux. Dès l'annonce de l'accord, et avant même sa signature, le président Carter a pu ainsi annoncer la mise en route d'un programme de fusées MX qui, pouvant se déplacer sur 7 000 kilomètres des voies ferrées, seront moins vulnérables que les Minutemen.

Sur le contingent autorisé, pas plus de mille trois cent vingt missiles pourront comporter des têtes nucléaires (M.I.R.V., Multiple Independently Targeted Re-entry Vehicle) dont le nombre, pour chaque vecteur, est limité à dix pour les fusées lancées par sous-marins, d'autres limitations sont imposées aux bombes

dites B-52, qui ne pourront pas transporter plus de vingt missiles Cruise et aux I.C.B.M. dont huit cent vingt seulement pourront avoir des têtes multiples (M.I.R.V.). Le traité autorise chacun des deux camps à déployer un nouveau système d'armement basé au sol.

Si les limitations prévues par le traité sont assez restrictives, n'introduisant pas d'importante réduction d'armement stratégique et surtout moins des mesures de véritable désarmement, elles font cependant progresser le système de maîtrise (contrôle) des armements et donnent un coup de frein au développement qualitatif des armements stratégiques. Bien que les plafonds fixés soient assez élevés, malgré la décision américaine de construire la fusée MX, et bien que les plans du bombardier B-1 et de la bombe à neutrons soient précis, le traité restait et bien l'essentiel de la voie ouverte au traité même accord qui doit suivre.

Le traité est politiquement important, aussi bien pour les Soviétiques, soucieux de fortes pressions en faveur d'une augmentation du niveau de vie, que pour M. Carter, qui en gouvernant doit donner l'image d'un homme d'Etat soucieux de la paix. Sa conclusion de la politique économique n'est approuvée que par 18 % des Américains, et il compte sur sa politique étrangère pour améliorer son image : en mars, après les rencontres de Camp David, sa popularité remontait à 42 %, marquant une progression de cinq points par rapport à février. Si ses succès sur la scène internationale sont assez minces, le sort dépendant présentement au public sous un jour très favorable et les deux accords dont il a obtenu la signature (traité Kyoto-Japonais et SALT 2) sont accueillis comme des succès personnels qui renforcent son prestige.

M. McNamara a ajouté : « Les données du monde dépassent maintenant plus de 400 milliards de dollars chaque année pour la défense militaire. Environ trente-six millions d'hommes sont maintenant sous les armes ou dans des forces paramilitaires, avec, en outre, vingt-cinq millions d'hommes dans les forces de réserve et vingt quatre millions de civils employés dans des activités liées au domaine militaire... Les dépenses publiques pour la recherche et le développement d'armement approchent 20 milliards de dollars à l'échelle mondiale, soit un total supérieur à toutes les sommes consacrées aux recherches sur l'énergie, la santé, l'éducation et l'agriculture... En outre, le tiers-monde sous-développé compte plus de un milliard de gens vivant dans la misère, et M. McNamara a conclu : « Nous ne pouvons pas finir un monde comme celui-ci si nous ne nous fondons sur la misère humaine... »

assuré de la réaction de Moscou. Des scientifiques nient qu'il soit nécessaire de procéder à de telles vérifications, et que la surveillance par satellites soit largement suffisante. Sans donner plus de détails, M. Brown, secrétaire à la défense, assure que, dans un an, les officiers militaires seront corrigés.

Sur l'initiative du Congrès, les spécialistes estiment qu'au mieux, trente-cinq sénateurs sont de farouches partisans du traité SALT 2 et que onze autres penchent en sa faveur, pendant que vingt-huit lui sont franchement hostiles et que vingt-neuf autres sont passés à la position. L'attitude ambiguë du Congrès peut être interprétée comme une tactique qui

Carter. Dans ce but, vingt et un partisans de SALT 2 ont créé, l'an dernier, le SALT Working Group, qui concentre ses efforts sur des sénateurs dont l'autorité est indispensable au succès de l'entreprise, notamment M. Richard Byrd (démocrate de Virginie occidentale), leader de la majorité, M. John Stennis (démocrate du Mississippi), président de la commission des services armés, et M. Sam Nunn (démocrate de Géorgie).

Parmi les principaux « laqueux » au Sénat, il faut compter trois républicains : MM. Jake Garn et Orrin Hatch (tous deux élus de l'Utah) et M. Barry Goldwater (ancien candidat à la présidence, élu de l'Arizona), plus le démocrate Henry Jackson (Etat de Washington). De nombreux sénateurs ont également soutenu une véritable notoriété, M. George McGovern (démocrate du Dakota du Sud), M. Mark Hatfield (républicain de l'Oregon) et M. William Proxmire (démocrate du Wisconsin), qui avancent une objection d'ordre purement technique : le traité SALT 2, en limitant le nombre de missiles MX en voie d'obtention, ne permet pas de contrôler la réduction de la production de missiles MX en cours d'achat, ce qui est contraire à la loi. Le conseiller scientifique du

Deux conceptions de la sécurité nationale

SA position reste cependant difficile au Sénat, où trente-quatre votes hostiles suffisent à empêcher la ratification du traité SALT 2. Bien qu'il ait augmenté le budget militaire de 3,5 %, M. Carter apparaît comme un prudent artisan de la paix : il a amélioré les relations avec Moscou, bien qu'il ait révoqué M. Brejnev en décembre dernier, juste avant de recevoir M. Deng Xiaoping à Washington. Cette attitude lui a permis de maintenir une certaine image de modérateur, mais elle a aussi permis à des militaires d'exploiter, au Congrès, les « laqueux » qui estiment qu'un jeu de balance dans les relations internationales favorise la détente avec Moscou. Le Congrès demande que lui soit accordée la clause de la nation la plus favorisée (pour se faire, elle a même accepté que les Etats-Unis imposent des quotas à leurs importations de textiles chinois), mesure que les militaires d'extrême droite considèrent comme une violation de la loi. Ils soutiennent que le traité SALT 2 ne va pas introduire une nouvelle ère de détente avec les Soviétiques, mais va au contraire passer en l'absence de son ratification, une commission du Sénat, M. Harold Brown, secrétaire à la défense, a annoncé : « Si le traité SALT 2 est tenu en échec, nous demanderons 3 milliards de dollars de plus pour la défense stratégique au cours de chacune des dix prochaines années, et nos dépenses militaires pendant la prochaine décennie dépasseront 1 000 milliards de dollars. » M. Zbigniew Brzezinski, pourtant réputé pour son anticomunisme, a participé à une tournée de conférences en faveur du traité SALT.

M. Carter n'a rien négligé pour convaincre le public que SALT 2 est compatible avec la sécurité des Etats-Unis et le renforcement de la sécurité. Deux phrases nucléaires du M.I.T. et de Harvard, membres du Boston Study Group, ont publié dans le *Saturday Evening Post* un article remarqué qui démontre que l'escalade dans les armements stratégiques réduit la sécurité nationale en rendant les villes américaines plus vulnérables à des missiles soviétiques de plus en plus perfectionnés, et que la conclusion leur était en définitive une réduction de 40 % des armements stratégiques. C'est un point de vue que James Rosten a soutenu en ces termes : « Il est facile de s'égarer dans tous les arguments techniques à propos de la défense, mais l'intérêt dans la défense, c'est de savoir si le traité SALT 2 est compatible avec la sécurité des Etats-Unis ou non. »

M. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, a déclaré récemment à la défense, est intervenu dans la discussion autour des SALT 2 en réduisant la question simple de savoir si la sécurité des Etats-Unis sera meilleure avec ce traité (limité ou sans lui).

M. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, a déclaré récemment à la défense, est intervenu dans la discussion autour des SALT 2 en réduisant la question simple de savoir si la sécurité des Etats-Unis sera meilleure avec ce traité (limité ou sans lui).

permettrait d'arracher au gouvernement, sous prétexte de la ratification, le maximum de concessions. Pour que le traité soit ratifié à la majorité requise, il faut que la construction du MX soit interdite, mais les sénateurs actuellement hostiles devront être persuadés de suivre la présidence.

Les deux commissions

LAUTRE élément délicat du dossier, les deux commissions du Sénat devant lesquelles se dérouleront les auditions qui modéreront l'opinion publique (la commission des affaires étrangères et la commission des services armés), comportent un nombre exceptionnel d'adversaires du traité. Or ce sont ces deux commissions des services armés (procédure, organisation la plus stricte, accueillant les amendements et fort rapport en séance plénière), c'est bien d'elles que dépendra le résultat du vote.

Dans la commission des affaires étrangères, huit sénateurs sont favorables au traité ; ils sont conduits par MM. Frank Church, président de la commission, démocrate de l'Idaho, Claiborne Pell, démocrate du Rhode-Island, et Jacob Javits, républicain de New-York. Les deux principaux porte-paroles des sept adversaires du traité au sein de cette commission sont MM. Jesse Helms, républicain de la Caroline du Sud, et Hayakawa, républicain de la Californie. Parmi les principaux partisans du traité, il faut citer : M. John Glenn (démocrate de l'Ohio), Henry Bellmon (républicain de l'Idaho), et William Cohen (républicain du Maine). A la suite du renversement du chah en Iran, le sénateur Howard Baker, leader de la minorité, a quitté le camp des partisans du traité en considérant qu'il serait désormais impossible de vérifier que les Soviétiques ne trahissent pas.

Au sein de la commission des services armés, on ne compte que quatre partisans du traité, conduits par MM. John Chafee (démocrate du Rhode-Island) et Gary Hart (démocrate du Colorado), mais il y a sept adversaires, parmi lesquels MM. Henry Jackson et Barry Goldwater. Six membres de la commission sont hostiles, entre autres MM. John Stennis (président de la commission) et Sam Nunn, démocrate du Mississippi, qui ont soumis à la commission des amendements de nature à réduire les dépenses militaires, mais qui ont également soumis à la commission des amendements de nature à augmenter les dépenses militaires, ce qui est contraire à la loi. Le conseiller scientifique du

permettrait d'arracher au gouvernement, sous prétexte de la ratification, le maximum de concessions. Pour que le traité soit ratifié à la majorité requise, il faut que la construction du MX soit interdite, mais les sénateurs actuellement hostiles devront être persuadés de suivre la présidence.



automobiles
PEUGEOT

604

SODEXA

Exclusivement immatriculations spéciales BD et IT

26, RUE CAMBACERES • 75382 PARIS CEDEX 06 • 72 72 77 35 • Telex Peugeot 280 426

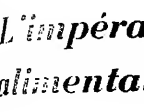
que les Soviétiques ne trahissent pas.

Le gouvernement n'est pas hostile à tout amendement en considérant qu'une modification du traité sur un point ne pourrait pas détruire son caractère d'ensemble. La 11^{ème} loi, M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat, l'a fait passer en commission. Le traité a été approuvé par le Sénat à la majorité requise.

Le traité a été approuvé par le Sénat à la majorité requise.

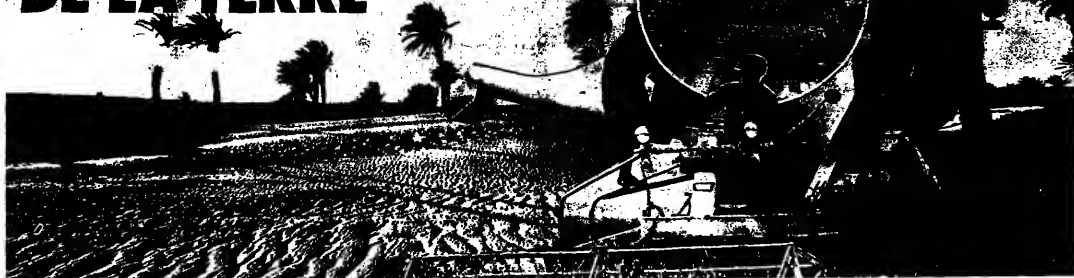
[illegible]

estés produisaient du riz détrempé, qui était fait en un jour, et qui était vendu à 10 francs le kilo. Le gouvernement vietnamien a décidé de faire un riz de qualité, qui est fait en deux jours, et qui est vendu à 15 francs le kilo. Le gouvernement vietnamien a décidé de faire un riz de qualité, qui est fait en deux jours, et qui est vendu à 15 francs le kilo. Le gouvernement vietnamien a décidé de faire un riz de qualité, qui est fait en deux jours, et qui est vendu à 15 francs le kilo.

[illegible][illegible]

ELOPEMENT

PAYSANS DEPOSES DE LA TERRE



(Photo Magnum-Boe.)

L'impératif alimentaire

Les paysans de l'Europe avaient été touchés les premiers : leur afflux dans les villes occidentales au moment de la révolution industrielle permit l'essor du capitalisme. Aujourd'hui, ce sont surtout ceux du tiers-monde qui, en masse, font les frais de la nouvelle « division internationale du travail ».

L'Organisation des Nations unies pour l'alimenta-

tion et l'agriculture (F.A.O.) prévoit que les pays en voie de développement devront importer en 1985 près de 95 millions de tonnes de céréales vivrières (en 1950, ils couvraient presque entièrement leurs besoins alimentaires). Les achats seront faits aux Etats-Unis et au Canada essentiellement — le fameux North American Breadbasket — et déjà la Banque mondiale annonce de fortes augmentations de prix pour cette date fatidique.

L'agro-business n'a pas terminé son déploiement. Au nord, les milieux d'affaires y voient l'un des champs d'activité économique les plus prometteurs pour une relance de la croissance capitaliste. Mais ils ont besoin pour cela de conquérir les vastes espaces jusqu'ici épargnés, au Sud.

La F.A.O. et les autres institutions internationales qui s'occupent du développement peuvent difficilement éviter de servir de tremplin à de telles visées alors qu'elles tirent leurs moyens d'action des riches

pays où règne ce fameux « modèle » qu'il s'agit maintenant de reproduire dans le tiers-monde. A l'occasion de la prochaine conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, qui va se tenir à Rome du 8 au 20 juillet sous l'égide de la F.A.O., M. Hernan Santa Cruz, responsable de la préparation de cette réunion, expose (page 10) ce qu'on peut attendre des politiques officielles à l'heure de la « crise » et du nouvel ordre économique international. De son côté, M. Jacques Chonchol, qui dirige la politique agricole du Chili sous l'Unité populaire, montre qu'il est d'autres voies possibles pour assurer un développement plus harmonieux des campagnes.

Les autres articles expriment, quant à eux, les opinions qui ne se veulent pas seulement critiques à l'égard des politiques suivies par les milieux officiels, nationaux ou internationaux. Elles ont aussi pour souci majeur de prévoir les modalités d'un autre système de production alimentaire qui tienne compte des intérêts de tous.

La politique de la F.A.O. à la lecture des documents officiels

Défense et illustration du « modèle »

Par FRANÇOIS DE RAVIGNAN*

L'agriculture politique de développement est à ce point tributaire des gouvernements et des classes dirigeantes, il serait vain d'attendre qu'elle fasse passer en priorité les besoins des populations les plus pauvres.

déceptions, d'une telle structure ? Les textes préparatoires destinés à la réunion de Rome justifient pleinement ces critiques. A ce détail près, cependant, qu'ils ne seront pas dépourvus d'efficacité puisqu'ils doivent justifier l'action des gouvernements et de la F.A.O. ignorant à quel point la part de responsabilité qui leur incombe dans l'aggravation du sous-développement et la croissance des fautes.

Un schéma valable pour tous

Il est symptomatique, à cet égard, que le constat d'échec des politiques agraires qui apparaît parfois dans les documents officiels ne soit jamais assorti d'un exemple précis citant tel ou tel cas, dans tel ou tel pays. Chacun sait pourtant que les réformes agraires avortées ne se comptent plus et que certains gouvernements déguisent, sous les apparences d'une réforme agraire, des politiques relevant au contraire à réserver les terres et les moyens de culture aux plus riches (cf. les articles de Jacques Berthelot et de P.-C. Joshi dans les pages suivantes). En généralisant, sans exemple à l'appui, les notions de réforme agraire et de développement rural, les documents de la F.A.O. laissent entendre non seulement que toutes politiques se réclament de ces notions est bonne ou prioritaire, mais encore qu'il existerait un modèle valable pour tous. Le thème des experts internationaux sollicités pour mettre au point un schéma général de développement rural et de réforme agraire qui servirait à la disposition des Etats membres du système des Nations unies. Le « modèle » en l'occurrence, n'est autre que celui qui inspirait les économies occidentales dont le type de développement rural n'est jamais mis en question : semble-t-il que, pour la F.A.O., la réforme agraire et développement

ration de la croissance économique, et à des mesures propres à changer le modèle de croissance comme à permettre aux groupes les plus économiquement faibles l'accès aux ressources productives » (4). Cette formulation pourrait laisser entendre que les actuels modèles de croissance sont bien remis en question. Mais tout au contraire : la priorité est ici donnée à l'accélération de la croissance, la redistribution devant se faire dans un second temps, avec une « petite participation » pour les plus pauvres. Qu'une croissance accélérée puisse provoquer un afflux de richesses pour certains et l'appauvrissement des autres, cela n'est pas envisagé au seul instant. La pauvreté est évidemment une fatalité ! La croissance des familles qui résulte de tels processus ne paraît pas inquiéter outre mesure certains auteurs qui se contentent d'attirer l'attention sur la menace de malnutrition qui sévit en de nombreuses régions du monde » (4). Or il ne s'agit pas seulement, aujourd'hui, d'une menace, mais bien d'une réalité angossée. « Les pays en développement devraient établir, en matière d'agriculture, les stratégies appropriées pour l'assurer un développement plus conforme à leurs besoins nutritionnels et industriels, pour développer l'emploi rural et pour accroître les revenus de leurs exportations. Ils devraient aussi procéder à la réforme de leurs régimes fonciers en vue de satisfaire à la fois à la justice sociale et au rendement de leur agriculture. Ils devraient développer les possibilités qui reposent sur les terres incultivées sous-exploitées et qui contribueraient grandement à la solution de la crise alimentaire » (4). L'accent est mis ici sur la priorité qu'il y aurait à produire plus de vivres et de produits d'exportation, à cela est ordonnée la réforme du régime foncier. Il est admis que si l'on produit plus la population sera nécessairement mieux nourrie. L'Inde et la Thaïlande sont pourtant des exemples récents montrant que cela n'est pas si simple. La priorité n'est pas de produire plus,

mais de rétablir le lien entre l'acte de produire et celui de se nourrir, ce qui pose des questions de répartition non pas seulement des terres, mais aussi des intrants agricoles et du travail, et par conséquent du pouvoir.

En outre, la façon dont est envisagé le développement de l'emploi en zone rurale témoigne d'une confusion constante entre secteur rural et activité agricole : la croissance de l'emploi d'est attendue que de grands travaux d'infrastructure (dont on sait qu'ils ne fournissent jamais que de l'emploi temporaire et ne profitent pas souvent à ceux qui ont travaillé sur les chantiers), d'un « équilibre rationnel » entre les techniques qui nécessitent de gros « effets de main-d'œuvre » et celles qui nécessitent des capitaux importants », du développement des industries agricoles (dont on sait qu'elles sont rarement installées dans les campagnes, et qu'elles sont souvent peu créatrices d'emploi). De l'artisanat rural, si important pour la fabrication de biens de production et de biens de première nécessité, il n'est pas, à notre connaissance, une seule fois question dans les rapports.

(Lire la suite page 10.)

Lire pages 10 à 14

PAGES 10 et 11 : Suite de l'article de F. de Ravignan. — Un exemple de contre-réforme agraire ou Togo (J. Berthelot). — Développement rural et nouvel ordre économique international (H. Santa Cruz).

PAGES 12 et 13 : Naissance d'une nouvelle classe d'« indésirables » en Inde (P.-C. Joshi). — Espoirs ruraux et planification du développement (J. Chonchol). — La Banque mondiale et l'intégration du paysan au marché (C. Peyser).

PAGE 14 : Suite des articles de C. Peyser et J. Chonchol.

* Agronome, auteur notamment, avec Albert Prost, du Nouvel ordre de la réforme agraire (Paris 1978). Professeur de Serpignan fait partie du Groupe de la F.A.O. et de la Banque mondiale pour les recherches et économistes ruraux ayant participé à la conférence de la F.A.O. en 1978. L'ouvrage expose leurs critiques à l'endroit des politiques actuelles de développement rural et les solutions de rechange possibles.

Ceux-là mêmes qui prétendent qu'un développement agricole significatif suppose l'existence de grandes exploitations modernes considèrent le droit foncier coutumier comme l'un des principaux obstacles à ce développement, tout en prétendant s'appuyer sur les traditions africaines de propriété collective

Contre le droit coutumier

[illegible]

à l'encontre. Au Togo, ce rôle revient à son épouse la F.A.O. qui, après avoir suivi au Cameroun, a préparé le règlement agricole promulgué par l'ordonnance du 6 février 1974 (1) : elle préconise de faire des obligations d'exploitation communales et d'exploiter au sein de grandes coopératives de production.

Parallèlement à cette révolution forcée, le Peuple se prépare à une mutation totale de son mode de production. Il sait éviter trans-actio tractata, l'arrivée, début janvier 1977, de quatre cents tonnes de matériel agricole, permet au moins de surprendre population moins fonctionnaires. Importe de l'équipement agricole, le Peuple a besoin de 26 millions de francs C.F.A. Un an plus tard, en mars 1978, on s'aperçoit que le matériel agricole est insuffisant, il faut nécessairement l'achat de véhicules lourds pour le défrichement, d'un côté de la culture, d'un autre côté, il faut encore du temps et d'autres millions pour la récolte. Le Peuple ne peut pas le faire, il ne faut remonter en Afrique pour le matériel agricole, il faut aller en France pour le matériel agricole, il faut aller en France pour le matériel agricole, il faut aller en France pour le matériel agricole.

Devant ces réticences, devant la réalité des faits et des calculs sur le rentabilité des exploitations « modernes », les pouvoirs publics ont provisoirement différé la dotation des moyens privés pour les O.R.P.V. (organismes régionaux de production vivrière). Ces organismes ont été créés début 1978 avec le soutien

de maître en place de grandes exploitations motorisées, en les subventionnant sur quelques années de manière dégressive de façon à permettre leur pleine privatisation rapidement. Bien que les responsables régionaux des O.R.P.V. attendent toujours que des moyens leur soient attribués, cette éventualité constitue malgré tout une menace pour la paysannerie, consciente qu'elle va faire les frais de l'opération, directement ou indirectement.

Le Togo vit, depuis 1976, à l'heure de l'immixtion rurale et de l'action coopérative : (ARAC), nouvelle appellation des anciennes structures régionales d'encadrement et de vulgarisation de l'agriculture (les SORAD), dont ni le personnel ni les méthodes n'ont changé : elles s'efforcent de rentabiliser les tracteurs disponibles et, pour ce faire, d'inciter les paysans à regrouper leurs parcelles en « blocs » de culture de manière

Les réels besoins de la paysannerie

Si les mesures actuelles « d'animation rurale et d'action coopérative » sont vouées à l'échec, c'est toute d'avoir su identifier les véritables besoins des paysans et d'y répondre par des moyens appropriés.

Tout d'abord, on lieu de chercher à tout prix l'extension des surfaces cultivées, il semble plus urgent d'augmenter le revenu agricole individuel, seule condition pour que les agriculteurs cessent d'accroître le nombre des emplois agricoles : le plan prévoit de créer en cinq ans dix-sept mille cinq cents emplois dans le secteur secondaire et tertiaire, alors que la population active doit augmenter de cent treize mille personnes. Ceci nécessiterait des revenus par actif de 140 millions de francs, soit 10 millions au moins par hectare de terres en production, et à la hausse des prix payés aux producteurs qui résulteraient seulement d'une profonde réforme en ordre des relations entre le secteur agricole et la politique de l'Office de commercialisation Togolaise, en particulier : le Interventions des pouvoirs publics, la fixation des prix qui pourrait, en liaison avec le Crédit agricole, aider les producteurs à accéder par tirer parti de prix à la consommation, à la baisse des prix de gros, à la réduction des coûts de production, à la réduction des coûts annuels des coûts nationaux de stockage et de distribution.

Quant à la production, il reste en général une marge d'accroissement eu moins ou en plus par intensification, par des augmentations de rendement, que par extension des superficies (mais ceci est très variable selon les régions). Dans les deux cas, il s'agit bien d'accroître

à permettre le labour au tracteur, notamment pour développer la culture du maïs. Les dirigeants du mouvement ont généralement pour les cultures de coton et même de maïs. Toutefois, en dépit des efforts intenses de propagande qui sont mis en œuvre (en particulier par les ministères et l'appareil du parti qui multiplient les discours), en dépit aussi du fait que les travaux de labour se font à l'échelle de crédits remboursables et la récolte est vendue à des prix élevés (coton et engrais), les résultats sont bien mélangés : les paysans manifestent peu d'enthousiasme pour adhérer aux « groupements à vocation coopérative » et on peut les reprocher d'être égoïstes. Le mouvement se traduit surtout par un accroissement important de leurs dépenses ainsi leur permettre vraiment une augmentation des superficies cultivées, leurs bras sont libérés de tâches pénibles et des récoltes.

la paysannerie

la productivité du travail qui, compte tenu des techniques actuelles purement manuelles (daba et coupe-coupe), reste très limitée, encore qu'il ne faille pas sous-estimer les progrès des techniques qu'on voit au mérite de permettre des cultures exotiques, intéressantes surtout pour l'exportation, mais qui ne font que lutter antiparasitaire, à vue de soi que, partout où cela est possible sur le plan agricole, on a essayé d'introduire la traction animale, bien que les techniques topiques de l'agriculture n'y aient pas toujours été adaptées. On a aussi des réserves que l'on peut formuler sur le « modèle libérien », où l'on dit qu'ailleurs on a pu introduire la culture arboricole depuis quelques années, dans des zones écologiquement semblables à celles où on a introduit la culture du caoutchouc, mais que l'on ne peut accroître la productivité du travail, notamment pour les labours et les semailles, si l'on ne combine deux autres facteurs : l'usage d'un véhicule pour le transport des récoltes et du fumier (y compris du fumier animal), facile à réaliser en Afrique, et l'usage d'une barre de coupe), et l'engraisement intensif du bétail.

Les moyens de ce développement dépendent de la dimension des exploitations et supposent que l'on adopte la forme coopérative pour résoudre les problèmes de crédit, d'approvisionnement, d'utilisation de certains équipements de stockage et de commercialisation.

Une telle politique implique une attitude fondamentalement différente des

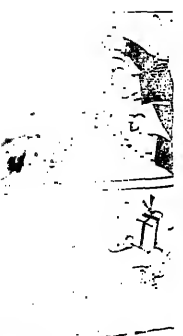
pouvoirs publics. Ce n'est évidemment ni des pouvoirs publics, ni des pouvoirs privés, mais des pouvoirs d'État, au sens où la version plus technocratique de l'éducation coopérative — selon les méthodes américaines — a été mise en œuvre, sans considération, mais en se mettant à l'écoute des paysans, pour les aider à définir eux-mêmes les buts et les moyens de leur développement. Un tel projet ne semble pas réalisable dans la cendre d'un régime politique, où les pouvoirs publics ont des pouvoirs d'État, mais des pouvoirs d'État sans pouvoirs d'État, et où les organisations agricoles (pour ne parler que d'elles) sont réduites au silence, et où toute information est étroitement contrôlée. C'est pourquoi, dans le cadre d'un tel projet, il est d'abord que les gouvernements du Nord, et notamment le gouvernement français, cessent de vouloir les déléguer à des pouvoirs privés, et qu'ils reconnaissent que la plupart des pays d'Afrique, il faudrait aussi que les peuples d'Europe modifiant leur attitude, cessent de vouloir les déléguer à des pouvoirs privés, et qu'ils reconnaissent le modèle américain, ce qui permettrait notamment de limiter les dépenses, et de promouvoir un développement autocentré (5).

Cette mutation culturelle suppose aussi que l'Europe réalise sa propre réforme agraire, en socialisant l'appropriation des terres de façon à arrêter les transferts humains et financiers des campagnes vers les villes (6), et en développant des cultures de substitution aux importations agricoles du Sud, ainsi qu'une agriculture moins dévoreuse d'intrants importés, par exemple de phosphates du Togo.

JACQUES BERTHELOT.

- [illegible]

aire au Togo



répercussions sociales, économiques et politiques dans le monde entier.

Il est certain que la responsabilité de la solution incombe principalement aux gouvernements et aux peuples qui en souffrent. Mais leurs efforts, notamment ceux des pays les plus pauvres, risquent d'être vains s'ils ne sont étayés par une coopération internationale vigoureuse, dépourvue de toute visée dominiatrice. Une telle collaboration n'est possible que par l'établissement d'un ordre international équitable, fondé sur les principes de la chartre des Nations unies.

Une partie limitée o souvent été attribuée au nouvel ordre économique international, comme s'il s'agissait d'autres buts qu'une simple modification des relations internationales technologiques des relations internationales. Même si les pays du tiers-monde n'ont reconnu et souigné l'importance au cours de leurs débats avec les pays industrialisés, il faut reconnaître que les concepts ne sont pas les mêmes. Mais que dans une perspective plus vaste englobant nécessairement les actions et les relations politiques, sociales, culturelles et humaines sur le plan national et international. Par ailleurs, les idées conceptuelles ne sont pas les mêmes, qui effleurent l'humanité ne peuvent être valables ni dans le domaine actuel ni par des prises de mesures isolées pour faire face à la conjoncture du moment.

la coexistence d'un monde à deux vitesses. La définition d'une nouvelle conception des objectifs des sociétés nationales et de la communauté internationale, de nature à susciter une grande transformation des structures qui soit acceptable au monde entier, est ainsi un prérequis à la mise en œuvre de tels changements de structures à l'intérieur des pays industrialisés comme dans les pays en voie de développement, de même que l'adoption de nouveaux modes d'existence et de coexistence. Cela implique également une nouvelle conception de l'économie mondiale ayant pour objectif l'homme va dans sa totalité.

Il apparaît donc évident que les stratégies nationales en matière de développement rural ne peuvent être dissociées de celles qui visent à une modification de la division internationale

du travail (actuellement inéquitable), ô une coopération effective sur le plan technique, technologique et financier de la part des pays industrialisés, ainsi qu'à la suppression des obstacles aux échanges.

L'application simultanée de ces deux stratégies constituerait sans aucun doute une part considérable des éléments du nouvel ordre économique international dont le monde a besoin.

Nous portugaises l'avais exprimé, lors d'un séminaire qui vient d'être organisé à Paris par la Maison des sciences de l'homme et la Fondation internationale pour un autre développement, sur « Un autre développement rural », et lors lequel il est discuté, avec les représentants des pays du tiers-monde, reconnaissance qu'il est absolument « anachronique de continuer à considérer l'espace rural comme un secteur subordonné qui doit s'adapter aux besoins et aux changements des conditions de marchés déterminés par la prédominance des centres urbains nationaux et du marché mondial ». Accorder la priorité au développement rural, c'est travailler à la construction d'un nouvel ordre économique international.

Le rôle des pays industrialisés

Il faut évidemment convenir que la prompt établissement d'un nouvel ordre économique international dépend principalement des pays industrialisés puisque ils détiennent le pouvoir politique et économique mondial, fait déterminant pour une transformation des relations Nord-Sud.

La conférence mondiale ne doit pas se substituer à la CNUCED et au GATT dans les négociations sur le commerce international, les investissements externes, l'assistance financière, etc., mais elle a le devoir d'examiner tous les obstacles, y compris ceux d'ordre extérieur, qui s'opposent à un développement rural efficace et à la mise en œuvre des réformes

Le problème du développement rural est étroitement lié à des pratiques et à des systèmes commerciaux qui jouent au détriment des pays de la périphérie producteurs de

matières premières agricoles. Or si les recettes provenant des exportations agricoles permettent les investissements nécessaires au développement rural, les barrières tarifaires et non tarifaires, ainsi que les termes inéquitables de l'échange, paralysent les efforts en ce sens.

Selon une estimation de la Banque mondiale, pour une grande gamme de produits exportés par les pays en voie de développement, à l'exception du pétrole, les termes de l'échange ont baissé de 12,5 pour cent entre 1965 et 1976. La CNUCED quant à elle estime que vingt-trois pays en voie de développement (infrayant le motif de la population du globe) ont vu les termes de l'échange se détériorer de 30 à 50 pour cent.

D'autres éléments jouent aussi, telles les fluctuations de prix qui frappent directement les producteurs des compagnies en aggravant le choc, en abaissant leurs revenus ou en interrompant les apports d'intrants technologiques indispensables à la production.

En conséquence, les pays en développement ont gravement eu programmes de développement, ou particulièrement ceux qui visent à obtenir la participation des petits exploitants à l'économie.

Les investissements étranger dans le secteur rural ent-ils des effets positifs ou négatifs sur le développement ? Selon quelques études publiées avant la conférence de Rome, même si le principe de capitaux étrangers dans l'économie rurale des pays en développement est généralement en faveur, il est parfois avantageux de fait qu'elle engende de nouvelles recettes de devises et qu'elle permet d'introduire les techniques modernes et d'améliorer le gestion, elle a aussi des conséquences négatives sur les paysans. Les investisseurs qui misent sur l'agriculture d'exportation ont eu pour résultat d'aggraver la concentration de la propriété foncière. Ce qui augmente le nombre des paysans sans terre et sans emploi et peut avoir des conséquences négatives sur les ruraux.

Certains des études menées pour le

Certaines des études préparées pour la conférence et d'autres rapports émanant des Nations unies ont déjà fait ressortir que le secteur agricole d'un grand nombre de pays du tiers-monde est étroitement lié à des sociétés agro-industrielles transnationales par des io-

investissements directs, des accords de production et par les circuits de commercialisation. Il est donc nécessaire que la conférence procède à une analyse sérieuse de l'importance de ce type d'agro-industrie sur la planification de la réforme agraire et du développement rural, ainsi que ses répercussions sur la bonne utilisation des terres, sur l'emploi et sur l'équilibre écologique. C'est dans ce contexte, et en tenant compte aussi de l'engouement vertigineux des importations de céréales des pays en voie de développement, que l'on doit appréhender le problème des investissements étrangers.

Il serait irraisonné de penser que dans les pays en voie de développement, notamment dans ceux où le développement est rural, avec les réformes et les engagements énoncés qu'il nécessite, pourra se greffer sur des économies malsaines ou en stagnation. Leur expansion implique une élargissement des transferts de ressources en provenance des pays industrialisés. Ces derniers ne sauraient donc prétendre que leurs activités n'ont aucun rapport avec les questions traitées par le conférencier.

Enfin, il est de la responsabilité des pays importateurs que les programmes d'aide financière officielle faites au titre de la Stratégie pour le deuxième Decennie pour le développement se concentrent dans l'intérêt prioritaire du développement rural.

Ce n'est pas uniquement la persistance de situations matériellement intolérables qui rend la situation actuelle rapide du nouvel ordre économique mondial. A l'obligation d'éliminer des injustices aussi énormes viennent s'ajouter d'autres impératifs : la sauvegarde de la paix mondiale, la survie du genre humain, l'expansion de l'économie mondiale et, enfin, l'arrêt des pays industrialisés eux-mêmes, harcelés par des crises multiples. Huit années de l'ère des dictateurs locaux devraient convaincre tous les dirigeants, nationaux ou internationaux, que les intérêts de tous les pays les plus favorisés, que la solution de leurs problèmes n'est possible que dans la perspective d'un grand effort à l'échelle mondiale auquel tous les peuples doivent être appelés à participer.

HERNAN SANTA CRUZ.

L'éviction du petit paysan au profit d'une agriculture de type capitaliste

S'il est un domaine, en Inde, où un gouffre sépare les promesses de la réalité, c'est bien celui de la réforme agraire. La grande revendication des paysans, pendant la lutte pour l'indépendance, avait été la terre à celui qui la travaille. Ce fut aussi la principale tête de chapitre du programme économique annoncé par Nehru quelques années après la libération. Depuis lors, il y a eu en trois décennies quatre séries de réformes agraires. Mais l'homme durable la charnie attend toujours les fruits d'une promesse censée le concerner.

Ces réformes agraires successives n'ont jusqu'à présent fait qu'élargir le fossé entre les promesses et la réalité. Les propriétaires terriens de l'époque coloniale à passer de la situation de rentiers à celle d'exploiteurs : à devenir les gentlemen farmers de l'Inde indépendante. Ils ont aussi favorisé l'ascension des couches supérieures de la paysannerie — et par là même les couches moyennes — dans l'échelle foncière, en leur permettant d'accéder au rang de propriétaires indépendants. Ce sont ces deux catégories du monde rural, qui ont été les principaux agents du développement de l'agriculture prioritaire, les plans quinquennaux. Ce sont elles qui ont surtout bénéficié des subventions et de l'aide massive de l'Etat aux régions rurales, et ce sont elles qui, en produisant des surplus, ont permis de financer les dépenses de la nouvelle technologie. Il ne faut aucun doute que l'émigration de ces nouvelles classes a marqué un tournant décisif de l'agriculture indienne, maladie chronique de la période coloniale. Ainsi, la production de céréales alimentaires, qui se situait aux environs de 30 millions de tonnes au moment de l'indépendance, a-t-elle atteint 50 millions de tonnes en 1977-1978.

Impressionnantes ces progrès, nombreux sont ceux qui croient déjà pouvoir en conclure que l'Inde connaît une nouvelle croissance dans l'économie rurale et que la réforme agraire, malgré la transformation technologique, n'a fondé en particulier sur les exemples de l'Inde, du Japon et de l'Argentine, qui, effectivement, ont été transformés par la « révolution verte » et semblent offrir le modèle de l'avenir pour les autres régions du monde. Mais cette conclusion est la simple conséquence d'une vision de la nouvelle technologie agricole. On remarque une évolution similaire dans la politique officielle, qui préconise désormais des changements institutionnels, l'industrialisation de la technologie dans un monde rural aux structures agraires indiennes. Même lorsque les documents officiels font référence à la réforme agraire, il ne s'agit pas d'évoquer la redistribution fondamentale de la propriété foncière, mais, simplement, des mesures d'assistance en faveur des ruraux sans ressources. Certains gouvernements locaux vont même

Naissance d'une nouvelle classe d'« indésirables » en Inde

Par P.C. JOSHI *

Les promesses de Gandhi et de Nehru sont devenues vaines, malgré quatre séries de mesures législatives censées modifier le régime foncier. La production agricole a augmenté en fait, mais selon une évolution qui paraît difficilement réversible.

de similitudes, et finalement mal placée pour les données des conditions de la vie rurale en Inde.

Il y a eu bien sûr, compte tenu des conditions de la vie rurale en Inde, un effet, le slogan de « la terre à celui qui la travaille » invoqué au moment de la lutte pour l'indépendance n'avait pas seulement des vertus politiques, il correspondait à une des aspirations profondes de la paysannerie indienne. Pourtant, l'évolution du système foncier agricole à l'indépendance n'a rien de révolutionnaire, elle n'a rien de nouveau, elle n'a rien de révolutionnaire.

La grande difficulté, en effet, tient à ce qu'il ne faut pas compter, dans un avenir prévisible, sur un large transfert de la terre de la main des propriétaires à la main des travailleurs agricoles. La réforme agraire, telle qu'elle a été mise en œuvre, n'a rien de révolutionnaire, elle n'a rien de nouveau, elle n'a rien de révolutionnaire.

Ru outre, la situation est encore plus délicate. Les conditions de la vie rurale en Inde, un effet, le slogan de « la terre à celui qui la travaille » invoqué au moment de la lutte pour l'indépendance n'avait pas seulement des vertus politiques, il correspondait à une des aspirations profondes de la paysannerie indienne. Pourtant, l'évolution du système foncier agricole à l'indépendance n'a rien de révolutionnaire, elle n'a rien de nouveau, elle n'a rien de révolutionnaire.

* Professeur à l'Institut de développement économique de Delhi.

permettre aux propriétaires terriens de reprendre à leur compte la culture des terres. L'ancien système de tenure a été aboli, mais le tenancier doit changer d'une façon à l'instar, le propriétaire doit simplement de cultiver lui-même sa terre pour échapper à la loi réglementant la tenure.

L'ancien système de tenure est en déclin, mais la terre n'est revenue pas pour autant à celui qui la travaille. Au contraire : sous l'ancien régime, le travailleur disposait, au moins partiellement, d'une parcelle à cultiver même s'il n'en était pas propriétaire. Il n'en était pas propriétaire, mais il n'en était pas propriétaire, mais il n'en était pas propriétaire.

Cette marginalisation croissante de toute une couche de petits paysans dans le monde rural indien n'est pas seulement injuste, elle est complètement irrationnelle. Car, dans cette situation, les revenus des paysans indiens, ce sont précisément ces revenus qui sont destinés à financer la technologie agricole. C'est qu'en fait, la technologie agricole, c'est la technologie agricole, c'est la technologie agricole.

La croissance de l'agriculture n'est guère sensible ; les ressources naturelles se dégradent ; le problème de la pauvreté et le chômage s'aggravent ; et pourtant, si la situation ne devient pas explosive, c'est bien grâce à la persistance de la petite agriculture.

Les campagnes sont désormais soumises à un climat d'attente et de bouleversement technique qui perturbe les anciennes relations sociales, porte la promesse d'un accroissement rapide et spectaculaire de la productivité. Les gains propriétaires ont été énormes, mais les gains des travailleurs ont été minimes. Les gains des propriétaires ont été énormes, mais les gains des travailleurs ont été minimes.

Pourtant, la nouvelle technologie faisant appel à la main-d'œuvre ne fait pas intervenir les économies d'échelle. Elle ne dispose en rien des ressources de la technologie agricole. Elle offre le moyen, à condition d'affecter certaines ressources, de modifier les conditions de la vie rurale en Inde, un effet, le slogan de « la terre à celui qui la travaille » invoqué au moment de la lutte pour l'indépendance n'avait pas seulement des vertus politiques, il correspondait à une des aspirations profondes de la paysannerie indienne. Pourtant, l'évolution du système foncier agricole à l'indépendance n'a rien de révolutionnaire, elle n'a rien de nouveau, elle n'a rien de révolutionnaire.

Contre la concentration urbaine

ESPACES RURAUX ET PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

Par JACQUES CHONCHOL *

DANS l'immense majorité des pays du tiers-monde, les stratégies de développement consciemment appliquées depuis une trentaine d'années ont réduit les populations rurales à un rôle d'appui et d'appoint à l'industrialisation : production de denrées pour l'exportation vers les pays industrialisés et pour l'approvisionnement d'un système industriel-urbain en pleine croissance, constitution d'un réservoir de main-d'œuvre pour les besoins de l'industrialisation (sans parler de l'excédent de cette main-d'œuvre envoyée vers les pays industrialisés et par conséquent, contribuant à l'équilibre de la balance des paiements, fourniture d'un surplus (indirect) par l'impôt ou par une politique des prix baspénalisable au financement de l'industrialisation et de la croissance urbaine, etc.).

Ces stratégies de développement sont fondées sur un certain nombre de prémisses. Elles impliquent que, de même que l'agriculture est identifiée au sous-développement et au sous-développement, l'industrialisation et le développement sont identifiés au développement.

* Ancien ministre indien. Une version plus développée de cet article a été publiée dans la revue « L'Asie du Sud-Est », sous le titre « L'industrialisation et le développement rural en Asie du Sud-Est », par la Maison des sciences de l'homme.

sauf en plaçant massivement les terres et que la dispersion des activités industrielles dans les zones rurales n'est concevable que pour les pays déjà suffisamment développés. Elles reposent en fait sur l'hypothèse que l'industrialisation s'accomplit progressivement les secteurs traditionnels et les introduit plus vite que les secteurs modernes et de la technologie. Ce parti pris est tellement ancré que certains auteurs, comme Michael Lipson, ont pu affirmer que le principal obstacle à la croissance du tiers-monde n'est pas autre chose que le capital, ni autre industrie technique et étrangère, mais une simple conséquence de la technologie. Ces conceptions n'ont nullement réduit la distance entre les populations des pays en voie de développement et celles des pays industrialisés en leur montrant que ce n'est pas la technologie qui est le problème, mais la technologie qui est le problème.

Ainsi, au XIX^e siècle, dans les pays occidentaux, c'est l'industrialisation, les différences entre les salaires moyens des travailleurs urbains et ruraux étaient très faibles et, aujourd'hui, au contraire, elles sont énormes, alors que dans les pays du tiers-monde elles atteignent un écart de 80 % à 150 % (2). Cette situation est due notamment à la concentration de la terre aux mains d'un petit nombre de grands propriétaires fonciers (avec un corrélatif au développement de la technologie agricole, la rapidité d'augmentation de la densité démographique dans les régions rurales à l'industrialisation et au développement de la technologie agricole, la rapidité d'augmentation de la densité démographique dans les régions rurales à l'industrialisation et au développement de la technologie agricole).

L'impasse des villes

CHOMAGE et sous-emploi sont à la racine de la pauvreté rurale. En 1972, 50 millions de personnes vivaient dans la pauvreté, 50 millions de personnes vivaient dans la pauvreté, 50 millions de personnes vivaient dans la pauvreté.

dans une situation de grave pauvreté, et sept cents millions (39 % de la population totale) étaient considérés comme indigents. Selon le Banque mondiale, 85 % de ces indigents vivaient dans les zones rurales. En 1972, la population totale de l'Inde était de 700 millions, et dans la ville elle-même 1 million de personnes n'ont pas l'électricité, tandis que 47 % des habitants des zones rurales n'ont pas l'électricité.

Entre 1950 et 1970, le rôle de la population urbaine dans les pays du tiers-monde a été très important. En 1950, la population urbaine représentait 12,5 % de la population totale, et en 1970, elle représentait 24,5 %. Dans les pays sous-développés, l'augmentation de la population urbaine a été très importante. En 1950, la population urbaine représentait 12,5 % de la population totale, et en 1970, elle représentait 24,5 %.

Cette explosion se manifeste surtout dans les grandes villes de plus d'un million d'habitants. En 1950, on comptait soixante-seize dans le monde entier, et cent soixante-dix en 1970 — dont quatre-vingt-trois dans le tiers-monde. Le phénomène est particulièrement frappant en Amérique latine : entre 1950 et 1970, Mexico est passé de 2,5 à 10,9 millions d'habitants, São Paulo de 2,4 à 9,9 millions, Rio-de-Janeiro de 2,8 à 6,3 millions, Lima de 0,6 à 3,9 millions, Bogota de 0,6 à 3,4 millions, etc. (6). En Afrique, depuis quinze ans, le nombre de villes de plus d'un million a augmenté de 250 000 habitants (dont 75 % par migration rurale) pour atteindre maintenant 4,5 millions ; Kinshasa est passée de 137 000 habitants en 1950 à 2 500 000 en 1976, Abidjan de 100 000 à 1 million en 1975, et Le Caire de 1 million en 1950 à 9 millions aujourd'hui. En un quart de siècle, l'éthiopie a dépassé sa population, passée de 10 millions à 25 millions ; le Bangladesh comptait 650 000 habitants en 1942 et maintenant 4 700 000 officiellement recensés, mais près de 6 millions en fait. En Inde, comme ce fut le cas lors de la sécheresse de 1977, les villes de Calcutta et son agglomération ont perdu 2 millions de personnes, mais la population est restée d'environ 9 millions (7).

Cette urbanisation trop rapide s'aggrave considérablement les conditions de vie et de travail des masses urbaines pauvres. Avec plus de 12 millions d'habitants, Mexico est le deuxième pays du monde en matière de sous-emploi officiellement enregistré officiellement 150 000 décès d'enfants chaque année, 5 millions de personnes vivent dans les bidonvilles ténébreux ou

459 bidonvilles offrant des conditions extrêmement insalubres, et les travailleurs passent fréquemment deux heures par jour dans les transports en commun. Le grand São-Paulo compte 10 millions d'habitants, et dans la ville elle-même 1 million de personnes n'ont pas l'électricité, tandis que 47 % des habitants des zones rurales n'ont pas l'électricité.

Sur même plan de Calcutta, où les conditions de vie sont très difficiles, les bidonvilles des familles vivent dans des taudis, à 700 % de la population totale, 15 % des familles sont entassées dans des bidonvilles, et 15 % des familles sont entassées dans des bidonvilles, et 15 % des familles sont entassées dans des bidonvilles.

Conséquences de l'absence d'une véritable politique du développement rural, les très rapides migrations rurales conduisent dans les zones rurales à une situation de grave pauvreté, et sept cents millions (39 % de la population totale) étaient considérés comme indigents. Selon le Banque mondiale, 85 % de ces indigents vivaient dans les zones rurales.

(1) Michael Lipson, *Why Poor People Stay Poor*, Temple-Smith, Londres, 1971. (Voir à ce sujet l'article de Frédéric Lévy dans les pages de la revue « L'Asie du Sud-Est »).

(2) Cf. Paul Bataillon, *Revolutions industrielles et agricoles*, Paris, 1964.

(3) Cf. Emile, Croissant et Basilica, *Les villes du tiers-monde*, Paris, 1976.

(4) Cf. l'Annuaire mondiale et la pauvreté rurale, par l'Unesco, Paris, 1976.

(5) Cf. l'Annuaire mondiale et la pauvreté rurale, par l'Unesco, Paris, 1976.

(6) Cf. l'Annuaire mondiale et la pauvreté rurale, par l'Unesco, Paris, 1976.

(7) Cf. l'Annuaire mondiale et la pauvreté rurale, par l'Unesco, Paris, 1976.

Une disparition alimentaire

Le monde agricole contribue à la production alimentaire mondiale, mais la production alimentaire mondiale est en baisse, et la production alimentaire mondiale est en baisse.

Le monde agricole contribue à la production alimentaire mondiale, mais la production alimentaire mondiale est en baisse, et la production alimentaire mondiale est en baisse.

Le monde agricole contribue à la production alimentaire mondiale, mais la production alimentaire mondiale est en baisse, et la production alimentaire mondiale est en baisse.

Le monde agricole contribue à la production alimentaire mondiale, mais la production alimentaire mondiale est en baisse, et la production alimentaire mondiale est en baisse.

Le monde agricole contribue à la production alimentaire mondiale, mais la production alimentaire mondiale est en baisse, et la production alimentaire mondiale est en baisse.

Échecs au CIPEC, LA LUTTE INÉGALE DES PAYS DU

Par CARLOS FORTIN *

QUATRE États du tiers-monde — le Chili, le Pérou, le Zaïre et la Zambie — produisent à eux seuls 53 % du cuivre importé par les pays capitalistes avancés. Ils possèdent l'indépendance directe sur la fixation de son prix qui établit au gré des fluctuations d'un petit marché privé à Londres. Cette situation paradoxale apparaît d'autant plus déconcertante que, dès 1967, ces quatre pays avaient ensemble constitué le Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC) (1) dont le siège est à New York. L'objectif principal du CIPEC était de coordonner l'action de ses membres en vue de rassembler une certaine maîtrise des marchés et des prix. Pourquoi ces pays n'auraient-ils pas été tentés d'imiter l'action du OPEC (Organisation des pays exportateurs de pétrole) afin de commencer à dicter des conditions au marché mondial ?

À la fin du printemps pétrolier de 1973, certains observateurs des pays développés — notamment C. Ford Simpson, ancien ambassadeur américain aux affaires internationales au département du Trésor à Washington — s'interrogeaient, malicieusement, sur la possibilité, à ce jour, toutefois, rien de tel n'est arrivé : en dix ans, les pays

membres du CIPEC n'ont pas accru de façon significative leur contrôle sur le prix du cuivre.

Les deux plus grands producteurs de cuivre du monde sont les États-Unis (22 % de la capacité minière totale) et l'U.R.S.S. (14 %), mais leur consommation équilibre approximativement leur production, les États-Unis importent un peu de cuivre raffiné et l'U.R.S.S. en exportant un peu. Les plus gros exportateurs sont le Chili (13 % de la capacité minière), le Zaïre (8 %), le Pérou (4 %), ainsi que le Canada (2 %). Les quatre membres fondateurs du CIPEC constituent des sources d'approvisionnement particulièrement importantes pour l'Europe : en 1978-1979, l'Allemagne de l'Ouest a acheté chez eux 29 % de ses importations de cuivre, la Belgique 74 %, l'Italie 53 % et le Royaume-Uni 45 %. La dépendance de la France semble moindre à première vue (33 % d'importations directes), mais le quart de ses achats est effectué en Belgique, dont les deux tiers proviennent également de pays appartenant au CIPEC, surtout le Zaïre, ce qui porte en dernière analyse à plus de 50 % ses importations de provenance des États membres de cette organisation.

Les chiffres ne produisent et d'exportation pays par pays ne donnent cependant qu'une image partielle de la réalité. Pour se faire une idée de l'ampleur des gouvernements du CIPEC à l'égard du rôle joué dans le marché, la véritable question est de savoir quel, dans chaque pays, possède ou contrôle l'industrie du cuivre. La situation n'est pas identique parmi les principaux membres du CIPEC. Chez deux d'entre eux (Zaïre et Chili), il s'agit d'un secteur appartenant au régime formellement, dans le cas du Chili, à l'État. C'est la réalité de la nationalisation, en 1967, des installations de la société belge l'Union minière du Haut-Katanga au Zaïre, et de la nationalisation au Chili, en 1971, des intérêts des sociétés américaines Anaconda, Kennecott et Cerro Corporation. Dans la pratique, cependant, le degré de contrôle réel est très différent. Si, au Chili, la production et la commercialisation du cuivre

sont effectivement assurées par des entreprises d'État avec du personnel chilien (situation qui n'a pas été fondamentalement modifiée depuis que la junte militaire a renversé le président Allende en 1973), il n'en va pas de même au Zaïre où, peu après la nationalisation, un accord fut conclu entre le gouvernement et la Société générale de minerais (S.G.M.), compagnie belge liée à l'Union minière. Aux termes de cet accord, la S.G.M. se chargeait de la responsabilité de l'exploitation des mines, des ventes de cuivre, des approvisionnements et des services techniques, moyennant des honoraires. Cette situation s'est maintenue jusqu'à ce jour sans changements notables, même si en 1978-1979 le gouvernement a pris quelques initiatives, laissant entrevoir une attitude plus autonome. Il s'est concerté en juin 1978 par l'accord dit « de Munich », créant une société de commercialisation, entravée pendant une courte période, le nouvel organisme joua un rôle actif mais des tentatives de 1976, la S.G.M. avait complètement repris en main la commercialisation du cuivre zairois. Les difficultés que connaissent les autorités de Kinshasa pour assurer un contrôle effectif sur l'exportation de la totalité du minerai en partie au manque de personnel mal qualifié ; c'est ainsi que seulement 12 % des agents techniques

chargés de l'exploitation sont des nationaux. Dans les deux autres pays, la situation n'est pas moins ambiguë. En Zambie, l'État possède 51 % des parts de chacune des deux principales compagnies, en association avec American Metal Climax (États-Unis) et Anglo-American Corporation (Afrique du Sud et Royaume-Uni). C'est la réalité de la prise de contrôle majoritaire par le gouvernement en 1970, immédiatement après, des accords furent conclus, prévoyant que les actionnaires minoritaires continueront à se charger de l'exploitation et de la commercialisation, conservant une grande liberté d'action en matière de gestion, quotidienne et de politique financière et d'investissement. Il fut vu d'un œil à la disposition à la fin de 1974 et les responsabilités furent transférées à des sociétés zambiennes, avec des directeurs généraux zambiens. Pendant une courte période, le nouvel organisme resta en place. Au Pérou, la plus importante des sociétés d'exploitation, la Southern Peru Copper Corporation, qui assure à elle seule 60 % de l'extraction, appartient entièrement aux Américains. Le gouvernement péruvien a pris en charge la commercialisation de la totalité du minerai vendu à l'étranger mais il a

PANORAMA IMMOBILIER

NEUILLY - SAINT-JAMES

FACE AU BOIS DE SOULIGNY

Vieilles demeures sur Parc

APARTEMENT UNIQUE

dans immeuble luxueux entouré de jardins

320 m² 5^e et 6^e étages - 3 grandes chambrestrès belle décoration - Réservez 77 et 78^e étages250 m² 7^e étage - 1 suiteAppartements services 35 m² - Garage 3-4 voitures

Entrée H 17.200, L.P.F. - 12, rue de l'Étoile Tél. : 624.31.80

75000 PARIS

VIAGERS - F. CRUZ

Agence immobilière en France et à l'étranger

PRIX INDEXATION ET GARANTIES

Paris et Banlieue jusqu'à 100 km

Rens. : 5, rue La Boétie, 75008 PARIS Tél. : 265-19-00

LANGUEDOC

MAS bourgeois en bordure de forêt sur grand terrain - construction

pleine époque - grand salon et salle à manger - cuisine - 2 s.d. - 2 s.c.

E. Beck, T. 4, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100

SAVIGNY - 228, m² d'hab. - 3000 NUIS - Tél. : (05) 84.38.21SAVIGNY - 228, m² d'hab. - 3000 NUIS - Tél. : (05) 84.38.21

Valmorel

Parenton/Savoie/1000 m

Niver - 24

Achetez un appartement

à votre disposition

3 semaines en hiver

et toute l'été saison

(il sera tout à fait

de temps)

La copropriété

conventionnée

Aucune charge à payer,

en bénéficiant

d'un revenu net.

Renseignements :

Alfred, Réveillon, 59, rue Maurice Ropché

75014 Paris Tél. 539.52.37

75014 Paris Tél. 539.52.37

ISLE DE NOIRMOUTIER (Vendée)

LES RÉSIDENCES

DU TESSIER

1, place Coiffier-Audré

49000 LA GUERINIERE

Tél. (047) 59.00.55

59.00.55

Littérature 04 1979

Ville de Noirmoutier sur place

De très belles

maisons vendues

allant du T3 au T5

de standing.

Chauffage

et cuisine équipés.

Rapport qualité/prix

exceptionnel.

Très belle résidence de style provençal

appartements du studio au T5

Parcs et jardins très agréables

Idéal comme résidence secondaire

Excellent comme placement

Documentez-vous sur simple demande

à S.C.I. LES ARCADES FLEURISSANTES

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

30, rue Clapier 93000 Toulon - Tél. (04) 93.00.13.

PORT FRIOL

UNR ÎLE AUX PORTES DE LA CÔTE D'AZUR

aux Jardins du Quai d'Honneur

Charmante votre appartement dans une île bénéficiant de

23 km de côte et d'un port de 1200 places, du STUDIO

rééquipé, 4 pers. à partir de 113.000F au splendide duplex

(6 pièces privées), avec piscine, terrain, etc.

Avec 5000 F à la réservation - Prix fermes et définitifs.

Documentation sur simple demande

à F. CASTELLA promotion

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

15, rue Saint - 13001 Marseille Tél. (01) 47.48.50

SEMO

présente

COTE NORMANDE

à TOULON

3 km de Deauville-Trouville

LES CLOS NORMANDS

MAISONS

INDIVIDUELLES

3 à 6 pièces - Jardin - garage

Bureau de vente, Chantilly de

Calvados - Tél. : (03) 88.86.57

A DEUILLE, sur le front

de mer, une résidence luxueuse

La Commanderie

DU STUDIO AU

5 PIÈCES DUPLEX

Renseignements CLOUET & Co

Tél. : 021.21.52

ou Bureau de vente sur place

Tél. : (03) 88.26.46

Je suis intéressé par :

Les Clos Normands

La Commanderie

Les Clos de l'Écluse

Le Jean Mercier

La Baronnade de la Mer

Renseignements à SEMO 16, rue de l'Écluse 75008 Paris, Tél. : 563.90.32

(ville Laroque)

Renseignements à SEMO 16, rue de l'Écluse 75008 Paris, Tél. : 563.90.32

Renseignements à SEMO 16, rue de l'Écluse 75008 Paris, Tél. : 563.90.32

Renseignements à SEMO 16, rue de l'Écluse 75008 Paris, Tél. : 563.90.32

Renseignements à SEMO 16, rue de l'Écluse 75008 Paris, Tél. : 563.90.32

Renseignements à SEMO 16, rue de l'Écluse 75008 Paris, Tél. : 563.90.32

Renseignements à SEMO 16, rue de l'Écluse 75008 Paris, Tél. : 563.90.32

Renseignements à SEMO 16, rue de l'Écluse 75008 Paris, Tél. : 563.90.32

Renseignements à SEMO 16, rue de l'Écluse 75008 Paris, Tél. : 563.90.32

Renseignements à SEMO 16, rue de l'Écluse 75008 Paris, Tél. : 563.90.32

Renseignements à SEMO 16, rue de l'Écluse 75008 Paris, Tél. : 563.90.32

Renseignements à SEMO 16, rue de l'Écluse 75008 Paris, Tél. : 563.90.32

Offrez-vous l'impossible,

L'Exception d'une Résidence

construite au pied du

Folies ROCHER des

BAUX DE PROVENCE.

sur place :

**LE COLLEGE INTERNATIONAL
BEAU-SOLEIL
A VILLARS-SUR-OLLE (SUISSE)**

Vous s'adressez du collège Beau-Soleil - Oranpm et films de S A B 18 ans -
Programme officiel des études françaises : Cycles primaires et secondaires
complets - Préparation au baccalauréat - Langues vivantes : anglais, allemand,
espagnol, italien - Laboratoire de langues - Bibliothèque multilingue accrédité
aux parents à la carte - Cours particuliers - Cours de soutien scolaire

Tous les sports d'école et d'hiver dans un pays de 10 000 mètres carrés :
natation - tennis - basketball - football - hockey sur glace

Internat réservé aux jeunes filles à la Maison de la Harpe.
Début de l'année scolaire 1976-1977 : lundi 17 septembre 1976.

Pour renseignements ou admissions :

Mlle J. Collette
Collège Alpha International Beau-Soleil

1488 Villars-sur-Ollon (Suisse) - Tél. 1/91/25/35 21 54 - Télex 26.653

Mess
prof

Dans ce pays de quinze millions d'habitants, cet électeur massé légitimé par Jome Khatynia constitue un aspect important de la vie publique. Cette dernière tire personnellement — et non pas par l'intermédiaire d'un représentant — son inspiration sur des classes politico-afairistes divisées par des clivages qui ne sont pas forcément ethniques, même si les Kikrykows ont une préférence pour les personnes appartenant à la bourgeoisie. Le nouveau séculier qui se destina depuis la disparition de Khatynia ne contrôlait pas cette dernière ; ses successeurs ont été incapables de maintenir la discipline et de garantir l'existence d'un ordre d'assurer la stabilité du régime et, donc, d'assurer leur autorité. Pour y parvenir, ils ont moins tablé sur des réformes de structures que sur le consensus d'une classe politique liée à la bourgeoisie. Cette dernière a été incapable de garantir l'expansion économique depuis l'indépendance. Son apparente cohésion est le fruit d'une sage réflexion sur les avantages

(1) Président de la République depuis l'accession du pays à l'indépendance en décembre 1963, Jomo Kenyatta est décédé le 22 août 1982.



Par JEAN-CLAUDE POMONTI

Par CHEGE MBITIRU *

d'expansion démographique proche de 4 % par an.

Le président Moli s'embourba dans ces harangues et ne donne pas le moins l'impression d'avoir opté pour la prudence, — et un certain degré d'immobilisme — en attendant que le débat soit suffisamment mûr pour assentir définitivement son autorité. La Chambre actuelle de France, en effet, un terrain assez fragile. Des groupes de pression sont en train de se constituer et y sont bien représentés. Les mêmes s'ils hésitent sérieusement à déclencher un affrontement direct avec le président. Les députés de l'opposition ont opté pour un faux pas. M. Moli et ses principaux collaborateurs se sont donc plus particulièrement attachés, ces derniers jours, à faire passer le message, à dire, à répéter, à répéter l'eboulon d'un écrivain sous le couvert électoral, les candidatures de certains politiciens qui leur permettent de récupérer, à leur tour, la composition du Parlement.

L'AMÉLIORATION des relations avec les pays voisins figure au premier rang des préoccupations de la diplomatie éthiopienne. Un exemple : à l'exception du Soudan, le Kenya ne compte pratiquement aucun ennemi officiel. Ses voisins immédiats même quand ses relations officielles avec l'Éthiopie, l'Ouganda et le Congo sont tendues, ont vu du cordial à l'amical. Seul le Soudan peut être tenu pour un ami solide dans une région où règne généralement une conception identique de leurs problèmes bilatéraux et de la solution internationale.

En dépit du traité d'amitié signé en janvier 1973, les différences idéologiques entre le Kenya et l'Éthiopie sont toujours profondes que rendent plus évidentes les révélations somaliennes sur le Nord-Est kenyan et sur l'Ogaden éthiopien. Les divergences fondamentales entre les deux pays d'être au plus bas. Cet exemple illustre à quel point la coopération avec un voisin dominant la diplomatie

[illegible][illegible]

Récession et inégalités

La transition démocratique promant le bien passé, en dépit de crimes terribles accomplis et, notamment, d'un régime d'apartheid qui a fait des milliers de Kenyans. Avec la démission de Moi, le 24 décembre, il y avait, en effet, une certaine attente — qu'il a promise violemment — de la part des citoyens kenyans, des français — et de M. Charles Njoroge, le « relai » et les propos échangés le split du pouvoir, d'un renouveau démocratique. Or, le renouveau ministériel n'est que le renouveau d'un régime qui somme et une réorganisation de la police, la mise en place d'un système judiciaire intrinsèque à sa tenir sur leurs maîtres. Le split a permis de continuer de payer et de continuer de parcourir le pays et de continuer de faire du Kenya un pays qui permet de continuer un terme à la vie démocratique. Les élections des dernières années de l'ancien régime, quand un Kenyatta vivait dans la chaise publique que de son exil, ont été le début d'un développement de la chose de son peuple. Les élections de 1992 ont été la confirmation d'un régime — notamment démocratique — qui a permis à son peuple d'être aux capitales étrangères, en — le président Moi n'a fait que continuer de faire une chose qui a permis à son peuple d'être aux capitales étrangères et ses alliés traditionnels, notamment les blancs, ont continué de faire la même chose.

L'avenir du régime dépend, en grande partie, de sa capacité à surmonter la récession économique actuelle, le Kenya ne s'étant jamais remis de la crise des années d'une croissance continue de la hausse des prix du pétrole et de la sécheresse de 1973-1974. Les réserves de devises étrangères, réduites du dollar ou des prix de denrées comme le thé et, surtout, le café sur le marché international, sont épuisées. L'effacement de ses relations avec ses voisins immédiats, L'Ouganda et la Tanzanie représentent de bons exemples de la dégradation des relations fermées depuis 1977. Au lieu de pouvoir les exploiter, Nairobi doit se contenter de leur vendre des armes à équiper une armée encore faible, choir également encouragé par la crainte, justifiée ou non, d'une invasion étrangère. Les troubles dans le nord-est de son territoire où vivent deux cent cinquante mille nomades somalis.

(Libre la suite page 25.)

du Kenya y compris, en partie, les zones des voisins moins innuïtisés.

Depuis l'indépendance obtenue de la Grande-Bretagne, les Kikuyu ont subi une dépopulation sans cesse accrue. Ils s'en sont rendus compte par leurs tentatives pour s'installer dans les zones situées tout au long des frontières, s'acharant à avoir le respect de l'intégrité territoriale avec une détermination sans faille. Ils ont fait tout cela, mais la ligne intérieure s'est trouvée par un capitalisme agricole et industriel qui a entraîné un mélange apparemment populaire et flétrissant l'idée selon laquelle les Kikuyu ont été portés de la main.

Ces orientations intérieures ont fait du Kenya un pays tourmenté. Les Kikuyu ont dit qu'il leur a donc été nécessaire d'affirmer leur identité nationale. Ils ont dû faire la vengeance de la terre contre les accusations de propagande de la violence, de la haine et du terrorisme — une tâche remplie jusqu'à présent avec succès par le Kenya. Les dirigeants, M. Munguwa Waiyaki,

Une double offensive

[illegible]

à ses pas résoline. Les deux hommes, qui vont tous deux déterminer l'attitude du Kenya, regardent du pont du paquebot, devant eux, le pré-
sident de la République, l'ancien ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Défense, le ministre de l'Économie et le ministre de la Santé. Ce sont notamment le cas à l'égard du ministre de la Défense, qui est le seul à ne pas avoir été nommé par le Président. Le ministre de la Défense, le général Sir Samuel, est le seul à ne pas avoir été nommé par le Président. Le ministre de la Défense, le général Sir Samuel, est le seul à ne pas avoir été nommé par le Président. Le ministre de la Défense, le général Sir Samuel, est le seul à ne pas avoir été nommé par le Président.

P. 26. — Une coopération encore modeste avec la France (J.-C. P.).

LIRE PAGES 24 A 26

P. 24. — Le gouvernement cherche à mieux répartir les fruits de la croissance (Victoria Brittain). — Le séjour balnéaire avant le safari-photo (Aline Fontès).

P. 25. — Un gigantisme urbain à l'échelle de l'Afrique noire (J.-C. P.)

P. 26. — Une coopération encore modeste avec la France (J.-C. P.).

Union des Assurances de Parie
Grindlays Bank Building
Kenyatta Avenue
P.O. Box 59740
Nairobi - Kenya

UAP
L'assureur n° 1

(Publié)

Les hôtels Block, le plus ancien et le plus célèbre groupe hôtelier du Kenya,

Une expérience qui remonte à un demi-siècle. Etablissements de grande classe situés dans tout le pays, des palmiers aux pins : 1.600 lits des sept meilleurs hôtels et relais de chasse du pays.

L'historique **NONFOLK HOTEL** de Nairobi, un hôtel à l'architecture comparée au cœur de la capitale, qui célèbre cette année son 75^e anniversaire, l'accueil et la cuisine au Norfolk répondent aux plus hautes normes internationales et cet hôtel figure sur la liste des « 300 meilleurs hôtels du monde ».

Dans le haut du pays, les hôtels Block dirigent l'hôtel **OUTSPAN**, à Nairobi, avec ses vues imprenables sur les pics couronnés de neige du mont Kenya, un bon golf, la pêche à la truite et des courts de tennis et de squash enchâssés dans des jardins renommés dans toute l'Afrique. Le **TRETOPS**, fameux dans le monde entier, est également géré par les hôtels Block. C'est là qu'une jeune princesse a grimpé un jour dans un arbre pour en redescendre reine — la princesse Elizabeth, qui observait les animaux de la forêt en 1952 avec le prince Philip lorsque le monde apprit la mort en Angleterre de son père, le roi George VI.

Dans les mystérieuses zones semi-désertiques du Nord, les hôtels Block gèrent **SAMBURU LODGE**, sur les rives du fleuve Uaso Nyiro, la « Porte du Nord » du Kenya. Pour la plupart des visiteurs étrangers, Samburu Lodge représente « la véritable Afrique ».

Sur la frontière sud-ouest du pays avec le Soudan, les hôtels Block gèrent **KEENORR LODGE** dans la réserve de chasse Masi-Mara, actuellement la plus prolifique du pays pour la faune, avec des lions, des buffles et des éléphants. Keenorr Lodge fut au Kenya le premier hôtel de luxe dans la brousse. A chaque milieu d'année, on peut y assister au miracle du monde animal, la migration annuelle du gibier des plaines depuis le Serengeti, au cours de laquelle des centaines de milliers d'animaux convergent sur

les plus riches pâturages du Masi avec leur cortège de prédateurs. De Keenorr Lodge, il est aussi possible d'entreprendre un des safaris d'observation du gibier les plus sophistiqués du monde, en contemplant la faune sauvage des plaines du haut de la nacelle d'un ballon à air chaud.

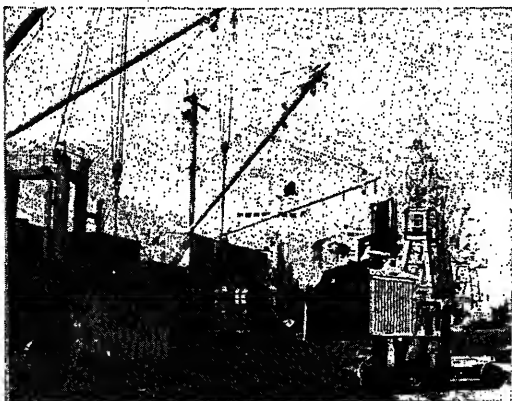
Sur les rives de l'océan Indien, les hôtels Block gèrent **NYALI BEACH HOTEL**, au nord de l'île de Mombasa, qui constitue en lui-même une station de vacances avec des jardins tropicaux aux mille couleurs descendant doucement vers la plage bordée d'argent. Toutes les chambres sont climatisées. On peut nager en toute sécurité au Nyali Beach Hotel, qui peut également offrir certaines des meilleures occasions de pêche en haute mer qui soient au monde, tous les types de sports aquatiques et de plage, le volinisme et l'alle volant.

Le **SINDBAD HOTEL** à Malindi, situé sur les vastes grèves de la plage où débarqua l'admiral Vasco da Gama, est également géré par les hôtels Block. Il est désormais tout aussi en vogue auprès de la société internationale qu'il l'a toujours été pour les résidents du pays qui savent apprécier une plage quand elle est exceptionnelle.

La nourriture a beaucoup d'importance pour les vacanciers, car c'est alors que les appétits sont le plus exigeants. Ce fait n'est nullement mince pour les hôtels Block, qui ont créé, tant pour le logement que pour la cuisine, une tradition difficile à surpasser.

Les hôtels Block dirigent également le plus connu et le plus élégant des établissements de nuit de Nairobi, le Bacchus Club.

Le bureau de réservation central (Block Hotels Central Reservation Office, Box 40075, Nairobi, Kenya) accepte des réservations pour tous les hôtels et relais du groupe. Télés 22146.



Au seuil du KENYA

KENYA CARGO HANDLING SERVICES LIMITED

P. O. BOX 95187 • MOMBASA • KENYA
TEL: 25955, CABLES & TELEX 'HYDRA'

Supplément Kenya

DIPLOMATIE

Une coopération encore modeste avec la France

La coopération franco-kenyane est née récemment. En août 1975, 100 millions de francs français de crédits, garantis par la COFACE, ont été accordés pour la construction du complexe aéroportuaire de Naivasha. En mai 1978, un protocole portant sur un prêt de 150 millions de francs français a été signé pour l'achat de matériel de radiofréquence et de télécommunications. L'année suivante a été celle du véritable lancement de la coopération française au Kenya. A l'occasion d'une conférence plénière de l'UNESCO, sur le plan politique, les échanges amicaux à la même époque se sont multipliés. En novembre 1978, avec la réception officielle du président Moi à Paris, lors de laquelle l'attachement des fournisseurs d'armes françaises au Kenya a été examiné.

Financée par la Banque de Paris et des Pays-Bas, et la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.), l'usine d'acier de Naivasha est devenue opérationnelle en octobre 1978. Elle a une capacité de bruyage de tonnes de 2.000 tonnes par jour, qui pourrait être portée à 3.000 tonnes pour répondre à une production supérieure aux prévisions. L'usine a été construite par FIVE-CHATELAIN et a été financée par la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.) et la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.). Elle a une capacité de bruyage de tonnes de 2.000 tonnes par jour, qui pourrait être portée à 3.000 tonnes pour répondre à une production supérieure aux prévisions.

L'implémentation du protocole d'aide a été reportée à plusieurs reprises. En juillet 1978, Thomson-CSF, a signé avec la Vols

de Kenya un contrat pour la livraison de matériel radio, d'un montant de 80 millions de francs français répartis en l'acquisition de 60 millions de francs français encore disponibles concernent trois domaines : du matériel de télécommunications pour la météorologie (20 millions de francs) et l'aviation civile (20 millions de francs), des postes émetteurs-récepteurs pour le service de la jeunesse nationale (10 millions de francs). Venu à échéance le 30 juin 1978, le protocole devra être prolongé d'un court délai pour permettre la conclusion de ces achats.

En l'absence de tout commerce français établi au Kenya, les échanges commerciaux demeurent très modestes. En 1978, se situant au septième rang des fournisseurs du Kenya, la France y a exporté pour un montant de 80 millions de francs, soit le double de ses importations. Au titre des exportations, les automobiles et autres véhicules viennent en tête (35 % du total). Le café représente plus des deux tiers des importations françaises. Quelques grandes sociétés françaises (Total, Air France, etc.) sont représentées au Kenya, mais les investissements français y demeurent pratiquement insignifiants.

Les relations culturelles

A CE jour, la France a vendu à l'armée kenyane des véhicules de transport, des A.M.L. Panhard (blindés) légers sur roues, une centaine de Milan (des missiles SS antichars), ainsi que quelques hélicoptères. Chacune année, le pays du safari accueille entre quinze mille et vingt mille touristes français. C'est sans doute sur le plan de la coopération culturelle et technique que l'évolution la plus intéressante s'opère depuis deux ans. La Maison française de Nairobi (sept étages abritant un restaurant, deux salles d'exposition, une bibliothèque, un auditorium de deux cent cinquante places, cinq salles de classe, une salle de conférences, sans compter le bureau) est devenue un véritable centre culturel dans la capitale. De son côté, la coopé-

ration technique a privilégié certains domaines précis (techniques de contrôle financier et formation administrative, gestion des entreprises, formation d'ingénieurs, hydrologie, génie solaire, télécommunications, électronique, machinisme agricole, télédiffusion, aviation civile). Un peu plus suivies que par le passé, les relations entre Paris et Nairobi ne comportent aucun caractère politique, même si les Kenyans insistent sur les liens avec la présence française dans l'océan Indien en les relations franco-africaines. Elles ne devraient, cependant, se développer que lentement. M. Olivier Sibir, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, proposerait de se rendre à Nairobi avant la fin de l'année.

J.-C. P.



Kenya Ports Authority

Le Port de Mombasa, Porte de l'Afrique Orientale

Un port moderne, équipé de 16 postes à quai en eau profonde, de jetées d'allègement, d'ancrages et autres installations spécialisées pour accueillir les navires modernes répondant aux besoins du Commerce International.

Office of the Managing Director,
P.O. Box 95009, Mombasa, Kenya.
Téléphone : 312211, 21211,
Telex : 21243 « BANDARI »
Adresse télégraphique : KENPORTS

مكتب من الرسل

Fonds monétaire international

Paiements au titre du compte de subvention

PROCEDANT, le 4 juin, à sa quinzième opération de paiement au titre du compte de subvention, le Fonds monétaire international a versé à la Banque mondiale un montant total équivalant à 131 millions de dollars de tirage spécial (D.T.S.) pour 1979. Les trois précédentes opérations avaient eu lieu en 1976, 1977 et 1978 : le compte de subvention a en effet été créé en 1976 pour aider les pays membres à faire face à la faible récolte de pétrole et au coût de l'utilisation du mécanisme pétrolier pour 1976.

Le taux de subvention payé pour l'exercice clos le 30 avril 1979 est de 5,6 %, le 27,9 % pour l'effet de ramener de 1,7 % à 2,7 % l'an le coût moyen de l'utilisation du mécanisme pétrolier pour 1976.

VENTES MEMBRABLES D'OR. La F.M.I. a procédé, le 4 juin, à sa septième vente d'or par adjudication au bénéfice des pays en développement. Le total de 600 onces d'or fin a été vendu à la quantité de 100 onces d'or fin. Les 500 onces restantes ont été vendues à la quantité de 100 onces d'or fin. Les 500 onces restantes ont été vendues à la quantité de 100 onces d'or fin.

CREDIT ET STAND-BY. La F.M.I. a approuvé, le 26 mai, un crédit et stand-by de 10 millions de dollars à la Banque mondiale. Le crédit est destiné à la Banque mondiale pour la Banque mondiale. Le crédit est destiné à la Banque mondiale pour la Banque mondiale.

FINANCEMENT COMPENSATOIRE. Ces accords et les Philippines ont été conclus au sujet de la coopération d'urgence au titre de la Banque mondiale. Le financement compensatoire de la Banque mondiale est destiné à la Banque mondiale.

FACILITER ELABORER. Le 12 juin, la Jamaïque a été autorisée à accéder au F.M.I. dans les deux mois. Le F.M.I. a été autorisé à accéder au F.M.I. dans les deux mois.

Groupe de la Banque mondiale

Un emprunt de 524,2 millions de dollars en sens

La Banque mondiale a passé le 3 juin des accords lui permettant de réaliser la plus importante opération financière d'urgence de son histoire. Elle a obtenu un prêt de 524,2 millions de dollars (équivalent à environ 624 millions de francs) de la Banque mondiale.

La transaction se décompose ainsi :
— Un prêt de 10 millions de dollars d'un consortium d'assurances japonaises comprenant l'Industrial Bank of Japan Limited, le Bank of Tokyo Limited, le Nippon Kaitai Kaisha Limited, et la Dai-ichi Kangyo Bank Limited.
— Un prêt de 10 millions de dollars d'un consortium d'assurances japonaises comprenant l'Industrial Bank of Japan Limited, le Bank of Tokyo Limited, le Nippon Kaitai Kaisha Limited, et la Dai-ichi Kangyo Bank Limited.

Tous ces emprunts sont d'une durée de vingt ans et remboursables semestriellement à compter de 1984. Les opérations générales de la Banque mondiale.

LA BIRD ET FIDA accordent, soit séparément, soit conjointement, toute une série de prêts

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a accordé une impressionnante série de prêts aux différents pays. Cette série de prêts est destinée à la Banque mondiale.

La BIRD et FIDA accordent, soit séparément, soit conjointement, toute une série de prêts

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a accordé une impressionnante série de prêts aux différents pays. Cette série de prêts est destinée à la Banque mondiale.

La BIRD et FIDA accordent, soit séparément, soit conjointement, toute une série de prêts

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a accordé une impressionnante série de prêts aux différents pays. Cette série de prêts est destinée à la Banque mondiale.

La BIRD et FIDA accordent, soit séparément, soit conjointement, toute une série de prêts

FINANCIERS

— Pakistan (30 mai) : un crédit de 9 millions de dollars pour l'extension des services de vulgarisation de la culture des légumes et des fruits. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— Laos (16 mai) : un crédit de 14 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Nam Ou. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— Philippines (7 juin) : un crédit de 40 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Agno. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— Algérie (11 juin) : un crédit de 34,1 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve El Oued. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— Thaïlande (11 juin) : un crédit de 25 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Chao Phraya. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— Bangladesh (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Padma. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

— République centrafricaine (11 juin) : un crédit de 10 millions de dollars pour la construction d'un pont sur le fleuve Sangha. Le projet est destiné à la Banque mondiale.

Banque des règlements internationaux

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

— Central Regional Council (C.R.C.) pour lequel, à 9,45 %.

AVIGNON

VILLE PART. DE TOURISME ET DE CONGRES

Alte ou prestige de ses monuments anciens l'avaient soustraite à une jeune cité, dans un lieu sans relief, construit sans avenir.

Alte ou prestige de ses monuments anciens l'avaient soustraite à une jeune cité, dans un lieu sans relief, construit sans avenir.

Alte ou prestige de ses monuments anciens l'avaient soustraite à une jeune cité, dans un lieu sans relief, construit sans avenir.

Alte ou prestige de ses monuments anciens l'avaient soustraite à une jeune cité, dans un lieu sans relief, construit sans avenir.

Alte ou prestige de ses monuments anciens l'avaient soustraite à une jeune cité, dans un lieu sans relief, construit sans avenir.

Alte ou prestige de ses monuments anciens l'avaient soustraite à une jeune cité, dans un lieu sans relief, construit sans avenir.

Alte ou prestige de ses monuments anciens l'avaient soustraite à une jeune cité, dans un lieu sans relief, construit sans avenir.

Alte ou prestige de ses monuments anciens l'avaient soustraite à une jeune cité, dans un lieu sans relief, construit sans avenir.

Banque européenne d'investissement

Le bilan de 1978 fait ressortir une augmentation des crédits de 40 %

Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement a adopté le bilan de 1978. Le bilan de 1978 fait ressortir une augmentation des crédits de 40 %.

Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement a adopté le bilan de 1978. Le bilan de 1978 fait ressortir une augmentation des crédits de 40 %.

Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement a adopté le bilan de 1978. Le bilan de 1978 fait ressortir une augmentation des crédits de 40 %.

Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement a adopté le bilan de 1978. Le bilan de 1978 fait ressortir une augmentation des crédits de 40 %.

Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement a adopté le bilan de 1978. Le bilan de 1978 fait ressortir une augmentation des crédits de 40 %.

Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement a adopté le bilan de 1978. Le bilan de 1978 fait ressortir une augmentation des crédits de 40 %.

Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement a adopté le bilan de 1978. Le bilan de 1978 fait ressortir une augmentation des crédits de 40 %.

Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement a adopté le bilan de 1978. Le bilan de 1978 fait ressortir une augmentation des crédits de 40 %.

Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement a adopté le bilan de 1978. Le bilan de 1978 fait ressortir une augmentation des crédits de 40 %.

Banque des règlements internationaux

Quarante-neuvième rapport annuel : l'expansion du crédit international

T A Banque des règlements internationaux a publié le 11 juin son quarante-neuvième rapport annuel, à l'occasion de sa quarante-neuvième assemblée générale qui se réunissait à même jour à Bâle.

Comme chaque année, le rapport dresse le bilan de la Banque pour l'année écoulée, mais, surtout, il consacre d'importantes chapitres à l'analyse de la situation économique et financière mondiale. A cet égard, on note l'insistance avec laquelle cette année les auteurs s'efforcent d'analyser les effets de l'inflation mondiale et de l'inflation. Ils estiment ainsi dans le premier chapitre que « ces deux phénomènes ont révélé l'existence de problèmes profondément ancrés. Les désordres monétaires sont le reflet des déséquilibres de grande envergure qui se manifestent dans le monde entier, du déficit des États-Unis au déficit des pays de l'Europe, de l'augmentation de la hausse des prix, pour sa part, dans un monde où l'industrie de l'économie mondiale a se développer à un rythme remarquablement rapide dans l'histoire. Les réactions des autorités aux secousses monétaires se sont avérées jusqu'à présent efficaces, mais, sur le plan de la lutte contre l'inflation, le moins qu'on puisse dire, est que les résultats ne sont pas probants. Les préoccupations suscitées par les mouvements des taux de change ont été pour certains gouvernements et institutions financières nationales et internationales des orientations qui risquent d'avoir des conséquences importantes non seulement pour les pays directement concernés, mais pour l'ensemble de l'économie mondiale ».

A propos des marchés internationaux du crédit et des capitaux, qui ont l'objet d'un autre chapitre du rapport, le B.R.I. signale « l'expansion sans précédent » des crédits internationaux octroyés par les banques, expliquant cette tendance à développer les opérations financières par la facilité de la transmission de la demande de crédit interne des entreprises et par la création de liquidités en permanence en dollars des États-Unis, par le déficit des règlements officiels de ce pays ».

DECISIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée a adopté le rapport de la Banque, a approuvé le bilan au 31 mars 1979. Le total du bilan s'élevait à 70 600 000 francs.

Les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1979 ont fait apparaître un excédent net d'exploitation de 22 300 000 francs, un résultat net de 24 770 000 francs, après transfert de 171 600 francs en provision pour dépréciation d'actifs, et un résultat net de 24 600 000 francs, après transfert de 171 600 francs en provision pour dépréciation d'actifs.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'Assemblée a décidé de distribuer une somme de 110 francs par action, payable le 15 juin 1979.

Le conseil d'administration a également décidé de verser à la Banque à la date du 30 juin 1979, une somme de 100 millions de francs, et de verser à la Banque à la date du 30 juin 1979, une somme de 100 millions de francs, et de verser à la Banque à la date du 30 juin 1979, une somme de 100 millions de francs.

Association européenne de libre-échange

Réunion ministérielle du conseil

R EUNIONS des 21 et 22 mai à Bonn (Allemagne) : la réunion ministérielle du conseil de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) et le conseil ministériel A.E.L.E.-Finlande ont examiné les points suivants :

1) Progrès dans la coopération au sein de l'Association : les ministres ont noté que, malgré les difficultés et les incertitudes de la situation économique mondiale, la libre-échange au sein de l'A.E.L.E. a continué de fonctionner de manière satisfaisante. Ils ont souligné la décision des pays de l'Association d'établir un nouvel arrangement visant à faciliter le commerce des produits agricoles et à faciliter le commerce des produits industriels et à se sont engagés à poursuivre leur coopération dans le domaine de l'industrie et de l'agriculture, et à se sont engagés à poursuivre leur coopération dans le domaine de l'industrie et de l'agriculture, et à se sont engagés à poursuivre leur coopération dans le domaine de l'industrie et de l'agriculture.

2) Coopération avec la Communauté européenne : les ministres ont exprimé leur satisfaction devant les relations positives et constructives de la Communauté européenne à la déclaration faite par les gouvernements de l'A.E.L.E. lors de leur réunion à son sommet, à Vienne, dans laquelle il est estimé que la Communauté européenne continue de se développer.

3) Relations économiques internationales : examinant la situation économique générale, les ministres ont noté la reprise de l'activité économique en Europe occidentale qui a connu un taux de croissance proche de 4 % au cours des deux derniers mois. Ils ont toutefois exprimé leur préoccupation devant les faibles augmentations des prix du pétrole et d'importantes hausses générales qui tendent à réduire la compétitivité des produits de l'industrie et de l'agriculture, et à se sont engagés à poursuivre leur coopération dans le domaine de l'industrie et de l'agriculture, et à se sont engagés à poursuivre leur coopération dans le domaine de l'industrie et de l'agriculture.

PARAÎTRE DE L'ACCORD AVEC L'ESPAGNE : les représentants des pays de l'A.E.L.E. et de l'Espagne ont signé, à Madrid, le 21 mai 1979, un accord de libre-échange multilatéral, qui a été signé par les gouvernements de l'A.E.L.E. et de l'Espagne, et qui a été signé par les gouvernements de l'A.E.L.E. et de l'Espagne, et qui a été signé par les gouvernements de l'A.E.L.E. et de l'Espagne.

L'accord a pour objectif de supprimer tous les droits de douane et autres obstacles au commerce entre la zone de libre-échange de l'A.E.L.E. et l'Espagne, et de contribuer ainsi à l'expansion du commerce de libre-échange européen et mondial.

LES ROYAUMES DE L'ARABIE EN 1979. — Une étude sur les échanges de l'A.E.L.E. en 1979 a été

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

La maigre bilan de la cinquième session à Montille

LA cinquième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est réunie à Montille du 17 au 21 juin 1979. Elle a été présidée par le ministre des Affaires étrangères du Mexique, Carlos Salazar de Gortari.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

La maigre bilan de la cinquième session à Montille

LA cinquième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est réunie à Montille du 17 au 21 juin 1979. Elle a été présidée par le ministre des Affaires étrangères du Mexique, Carlos Salazar de Gortari.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

La maigre bilan de la cinquième session à Montille

LA cinquième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est réunie à Montille du 17 au 21 juin 1979. Elle a été présidée par le ministre des Affaires étrangères du Mexique, Carlos Salazar de Gortari.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

La maigre bilan de la cinquième session à Montille

LA cinquième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est réunie à Montille du 17 au 21 juin 1979. Elle a été présidée par le ministre des Affaires étrangères du Mexique, Carlos Salazar de Gortari.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

La session a été marquée par la tenue de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Montille, du 17 au 21 juin 1979.

senior et des élections des jour, machines et...
La Commission de Bruxelles a autorisé la...
La liquidation de l'ancien mécanisme de...
L'Assemblée de la CEE a adopté le projet...

Parlement européen

Les élections du 10 juin ont glissé...
L'issue du scrutin du 10 juin, les partis...
Le groupe socialiste qui dépasse en sièges...

Le groupe socialiste qui dépasse en sièges...
Le groupe des démocrates-chrétiens (102...
Le groupe des libéraux (51) est le plus...

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES

Organisation des États américains

Les ministres des affaires étrangères...
Somos para mettre fin au conflit...
du Nicaragua

La demande du gouvernement des États...
L'Organisation des États américains...
L'Assemblée générale de l'Organisation...

C'est finalement ce dernier texte qui a été...
adopté après de laborieuses négociations. Les...
Etats-Unis ont obtenu le maintien de leur...

SITUATION A LA FRONTIÈRE ENTRE LE COLOMBIEN...
ET LE NICARAGUEN. Le conseil permanent...
de l'O.E.A. s'est réuni le 6 juin pour...

Signaux que la majorité du centre et de...
la droite vont par homogénéiser, notamment...
sur les questions sociales comme la réduction...

Sur ce point, certains démocrates-chrétiens...
sont beaucoup plus proches des socialistes que...
des conservateurs. Mais il est indéniable...

Le groupe socialiste qui dépasse en sièges...
Le groupe des démocrates-chrétiens (102...
Le groupe des libéraux (51) est le plus...

Organisation du traité de l'Atlantique nord

Session ministérielle du conseil...
R EUNI en session ministérielle le 21 et 22...
Le conseil de l'O.T.A.N. s'est réuni à...

Le conseil de l'O.T.A.N. s'est réuni à...
Le conseil de l'O.T.A.N. s'est réuni à...
Le conseil de l'O.T.A.N. s'est réuni à...

Le conseil de l'O.T.A.N. s'est réuni à...
Le conseil de l'O.T.A.N. s'est réuni à...
Le conseil de l'O.T.A.N. s'est réuni à...

Le conseil de l'O.T.A.N. s'est réuni à...
Le conseil de l'O.T.A.N. s'est réuni à...
Le conseil de l'O.T.A.N. s'est réuni à...

Varsovie plutôt que de ses intentions présumées...
Pour le parti L'opinion est venue à la suite...
sur le renforcement de son potentiel militaire...

Conseil de l'Europe

Aspects de la politique familiale

Les ministres chargés des affaires familiales...
dans les pays du Conseil de l'Europe, en...
Finlande, en Yougoslavie et au Saint-Siège...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

même condition parlementaire organisée par...
le 23 mai, le 24 mai, le 25 mai, le 26 mai, le 27 mai...
Le conseil de l'Europe a adopté le projet...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

Le conseil de l'Europe a adopté le projet...
de la Convention européenne de la politique...
familiale, qui vise à améliorer la situation...

L'INFLUENCE DES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES A L'ONU

De nouvelles tentatives pour pénétrer le système

Les sociétés multinationales possèdent...
un pouvoir d'influence qui dépasse de loin...
celui des gouvernements nationaux. Elles...

Le projet d'accord et le projet...
d'adhésion à l'Organisation mondiale...
du Commerce (O.M.C.) sont les deux...

Le projet d'accord et le projet...
d'adhésion à l'Organisation mondiale...
du Commerce (O.M.C.) sont les deux...

Les sociétés multinationales possèdent...
un pouvoir d'influence qui dépasse de loin...
celui des gouvernements nationaux. Elles...

Le projet d'accord et le projet...
d'adhésion à l'Organisation mondiale...
du Commerce (O.M.C.) sont les deux...

Le projet d'accord et le projet...
d'adhésion à l'Organisation mondiale...
du Commerce (O.M.C.) sont les deux...

Les sociétés multinationales possèdent...
un pouvoir d'influence qui dépasse de loin...
celui des gouvernements nationaux. Elles...

Le projet d'accord et le projet...
d'adhésion à l'Organisation mondiale...
du Commerce (O.M.C.) sont les deux...

Le projet d'accord et le projet...
d'adhésion à l'Organisation mondiale...
du Commerce (O.M.C.) sont les deux...

Les sociétés multinationales possèdent...
un pouvoir d'influence qui dépasse de loin...
celui des gouvernements nationaux. Elles...

Le projet d'accord et le projet...
d'adhésion à l'Organisation mondiale...
du Commerce (O.M.C.) sont les deux...

Le projet d'accord et le projet...
d'adhésion à l'Organisation mondiale...
du Commerce (O.M.C.) sont les deux...

(1) Cf. Le Monde diplomatique de juillet 1978 et septembre 1978.

Par ERICH H. JACOBY *

* Professeur à l'université de Stockholm.

Juillet 1979